

**Compilation de texte autour de la formation-débat**  
**« Comprendre et discuter les stratégies des mouvements autonomes » (28 juin 2018)**

---

**Sommaire**

Comité invisible : extraits choisis.....	2
Lettre aux Contis (tirée de l'ouvrage <i>Constellations</i> ).....	8
La lutte des classes est perdue – reste la révolution (Mouvement autonome révolutionnaire).....	10
Appel aux convaincu(e)s : une critique anti-autoritaire du Black Bloc (paris-luttes.infos).....	13
L'insurrection qui revient (Ugo Palheta).....	16
Le Spectacle invisible (Daniel Bensaïd).....	29



## Comité invisible : extraits choisis

### Le « plan de bataille » de *l'Insurrection qui vient* (2007)

#### Se trouver

- S'attacher à ce que l'on éprouve comme vrai. Partir de là ;
- Ne pas reculer devant ce que toute amitié amène de politique ;
- Ne rien attendre des organisations. Se défier de tous les milieux existants, et d'abord d'en devenir un ;
- Se constituer en communes ;

#### S'organiser

- S'organiser pour ne plus devoir travailler ;
- Piller, cultiver, fabriquer ;
- Former et se former ;
- Créer des territoires. Multiplier les zones d'opacité ;
- Voyager. Tracer nos propres voies de communication ;
- Renverser, de proche en proche, tous les obstacles ;
- Fuir la visibilité. Tourner l'anonymat en position offensive ;
- Organiser l'autodéfense ;

#### Insurrection

- Faire feu de toute crise ;
- Saboter toute instance de représentation. Généraliser la palabre. Abolir les assemblées générales ;
- Bloquer l'économie, mais mesurer notre puissance de blocage à notre niveau d'auto-organisation ;
- Libérer le territoire de l'occupation policière. Éviter autant que possible l'affrontement direct ;
- Être en armes. Tout faire pour en rendre l'usage superflu. Face à l'armée, la victoire est politique ;
- Déposer localement les autorités.

---

### Le pouvoir réside dans les infrastructures

[Les] lieux du pouvoir institutionnel exercent sur les révolutionnaires une attraction magnétique. Mais lorsque les insurgés parviennent à investir les parlements, les palais présidentiels et autres sièges des institutions, comme en Ukraine, en Libye ou dans le Wisconsin, c'est pour découvrir des lieux vides, vides de pouvoir, et ameublés sans goût. Ce n'est pas pour empêcher le « peuple » de « prendre le pouvoir » qu'on lui défend si féroce de les envahir, mais pour l'empêcher de réaliser que le pouvoir *ne réside plus dans les institutions*. Il n'y a là que temples désertés, forteresses désaffectées, simples décors – mais véritables leurres à révolutionnaires. [...]

La vérité quant à la localisation effective du pouvoir n'est pourtant en rien cachée ; c'est seulement nous qui refusons de la voir tant cela viendrait doucher nos si confortables certitudes. Cette vérité, il suffit de se pencher sur les billets émis par l'Union européenne pour s'en aviser. Ni les marxistes ni les économistes néo-classiques n'ont jamais pu l'admettre, mais c'est un fait archéologiquement établi : la monnaie n'est pas un instrument économique, mais une réalité essentiellement *politique*. On n'a jamais vu de monnaie qu'adosée à un ordre politique à même de la garantir. C'est pourquoi, aussi, les devises des différents pays portent traditionnellement la figure personnelle des empereurs, des grands hommes d'État, des pères fondateurs ou les allégories en chair et en os de la nation. Or qu'est-ce qui figure sur les billets en euros ? Non pas des figures humaines, non pas des insignes d'une souveraineté personnelle, mais des ponts, des aqueducs, des arches – des architectures impersonnelles dont le cœur est vide. La vérité quant à la nature présente du pouvoir, chaque Européen en a un exemplaire imprimé dans sa poche. Elle se formule ainsi : *le pouvoir réside désormais dans les infrastructures de ce monde*.

Le pouvoir contemporain est de nature architecturale et impersonnelle, et non représentative et personnelle. Le pouvoir traditionnel était de nature représentative : le pape était la représentation du Christ sur Terre, le roi, de Dieu, le Président, du peuple, et le Secrétaire Général du Parti, du prolétariat. Toute cette politique personnelle est morte, et c'est pourquoi les quelques tribuns qui survivent à la surface du globe amusent plus qu'ils ne gouvernent. [...] Aussi, reprocher aux politiciens de « ne pas nous représenter » ne fait qu'entretenir une nostalgie, en plus d'enfoncer une porte ouverte. Les politiciens ne sont pas là pour ça, ils sont là pour nous distraire, puisque le pouvoir est ailleurs. [...] Le pouvoir est bien ailleurs, ailleurs que dans les institutions, mais il n'est pas pour autant caché. Ou s'il l'est, il l'est comme la *Lettre volée* de Poe. Nul ne le voit parce que chacun l'a, à tout moment, sous les yeux – sous la forme d'une ligne haute tension, d'une autoroute, d'un sens giratoire, d'un supermarché ou d'un programme informatique. Et s'il est caché, c'est comme un réseau d'égouts, un câble sous-marin, de la fibre optique courant le long d'une ligne de train ou un *data center* en pleine forêt. Le pouvoir, c'est l'organisation même de ce monde, ce monde ingénié, configuré, *désigné*. Là est le secret, *et c'est qu'il n'y en a pas*.

### **Extrait de *À nos amis* (2014)**

---

#### **Maîtriser les techniques**

Ce n'est pas la faiblesse des luttes qui explique l'évanouissement de toute perspective révolutionnaire ; c'est l'absence de perspective révolutionnaire crédible qui explique la faiblesse des luttes. Obsédés que nous sommes par une idée politique de la révolution, nous avons négligé sa dimension technique. *Une perspective révolutionnaire ne porte plus sur la réorganisation institutionnelle de la société, mais sur la configuration technique des mondes*. En tant que telle, c'est une ligne tracée dans le présent, non une image flottant dans l'avenir. Si nous voulons recouvrer une perspective, il nous faudra coupler le constat diffus que ce monde ne peut plus durer avec le désir d'en bâtir un meilleur. Car si ce monde se maintient, c'est d'abord par la dépendance matérielle où chacun est, pour sa simple survie, vis-à-vis du bon fonctionnement général de la machine sociale. Il nous faut disposer d'une connaissance technique approfondie de l'organisation de ce monde ; une connaissance qui permette à la fois de mettre hors d'usage les structures dominantes et de nous réserver le temps nécessaire à l'organisation d'un décrochage matériel et politique par rapport au cours général de la catastrophe, décrochage qui ne soit pas hanté par le spectre de la pénurie, par l'urgence de la survie. Pour dire cela platement : tant que nous ne saurons pas comment nous passer des centrales nucléaires et que les démanteler sera un business pour ceux qui les veulent éternelles, aspirer à l'abolition de l'État continuera de faire sourire ; tant que la perspective d'un soulèvement populaire signifiera pénurie certaine de soins, de nourriture ou d'énergie, il n'y aura pas de mouvement de masse décidé. En d'autres termes : il nous faut reprendre un travail méticuleux d'enquête. Il nous faut aller à la rencontre, dans tous les secteurs, sur tous les territoires où nous habitons, de ceux qui disposent des savoirs techniques stratégiques. C'est seulement à partir de là que des mouvements oseront véritablement « tout bloquer ». C'est seulement à partir de là que se libérera la passion de l'expérimentation d'une autre vie, passion technique dans une large mesure qui est comme le retournement de la mise sous dépendance technologique de tous. Ce processus d'accumulation de savoir, d'établissement de complicités en tous domaines, est la condition d'un retour sérieux et massif de la question révolutionnaire.

### **Extrait de *À nos amis* (2014)**

---

#### **Contre le « fantasme de l'assemblée générale »**

Tout mouvement social rencontre comme premier obstacle, bien avant la police proprement dite, les forces syndicales et toute cette microbureaucratie dont la vocation est d'encadrer les luttes.

Les communes, les groupes de base, les bandes se défont spontanément d'elles. C'est pourquoi les parabureaucrates ont inventé depuis vingt ans les coordinations qui, dans leur absence d'étiquette, ont l'air plus innocentes, mais n'en demeurent pas moins le terrain idéal de leurs manoeuvres. Qu'un collectif égaré s'essaie à l'autonomie et ils n'ont alors de cesse de le vider de tout contenu en en écartant résolument les bonnes questions. [...]

Un autre réflexe est, au moindre mouvement, de faire une assemblée générale et de voter. C'est une erreur. Le simple enjeu du vote, de la décision à remporter, suffit à changer l'assemblée en cauchemar, à en faire le théâtre où s'affrontent toutes les prétentions au pouvoir. Nous subissons là le mauvais exemple des parlements bourgeois. L'assemblée n'est pas faite pour la décision mais pour la palabre, pour la parole libre s'exerçant sans but. [...]

Le besoin de se rassembler est aussi constant, chez les humains, qu'est rare la nécessité de décider. Se rassembler répond à la joie d'éprouver une puissance commune. Décider n'est vital que dans les situations d'urgence, où l'exercice de la démocratie est de toute façon compromis. Pour le reste du temps, le problème n'est celui du « caractère démocratique du processus de prise de décision » que pour les fanatiques de la procédure. Il n'y a pas à critiquer les assemblées ou à les désertir, mais à y libérer la parole, les gestes et les jeux entre les êtres. Il suffit de voir que chacun n'y vient pas seulement avec un point de vue, une motion, mais avec des désirs, des attachements, des capacités, des forces, des tristesses et une certaine disponibilité. Si l'on parvient ainsi à déchirer ce fantasme de l'Assemblée Générale au profit d'une telle assemblée des présences, si l'on parvient à déjouer la toujours renaissante tentation de l'hégémonie, si l'on cesse de se fixer la décision comme finalité, il y a quelques chances que se produise une de ces prises en masse, l'un de ces phénomènes de cristallisation collective où une décision prend les êtres, dans leur totalité ou seulement pour partie. [...]

Pas de séparation. Il en va de même pour décider d'actions. Partir du principe que « l'action doit ordonner le déroulement d'une assemblée », c'est rendre impossible tant le bouillonnement du débat que l'action efficace.

### ***Extrait de l'Insurrection qui vient (2007)***

---

#### **Destituer le pouvoir**

Destituere en latin signifie : placer debout à part, dresser isolément ; abandonner ; mettre à part, laisser tomber, supprimer ; décevoir, tromper. Là où la logique constituante vient s'écraser sur l'appareil du pouvoir dont elle entend prendre le contrôle, une puissance destituante se préoccupe plutôt de lui échapper, de lui retirer toute prise sur elle, à mesure qu'elle gagne en prise sur le monde qu'à l'écart elle forme. Son geste propre est la sortie, tout autant que le geste constituant est la prise d'assaut. Dans une logique destituante, la lutte contre l'État et le capital vaut d'abord pour la sortie de la normalité capitaliste qui s'y vit, pour la désertion des rapports merdiques à soi, aux autres et au monde qui s'y expérimentent.

Ainsi donc, là où les constituants se placent dans un rapport dialectique de lutte avec ce qui règne pour s'en emparer, la logique destituante obéit à la nécessité vitale de s'en dégager. Elle ne renonce pas à la lutte, elle s'attache à sa positivité. Elle ne se règle pas sur les mouvements de l'adversaire, mais sur ce que requiert l'accroissement de sa propre puissance. Elle n'a donc que faire de critiquer : « C'est que ou bien l'on sort tout de suite, sans perdre son temps à critiquer, simplement parce que l'on se trouve placé ailleurs que dans la région de l'adversaire, ou bien on critique, on garde un pied dedans, tandis qu'on a l'autre dehors. Il faut sauter en dehors et danser par-dessus », comme l'expliquait Jean-François Lyotard pour saluer le geste de L'Anti-Œdipe de Deleuze et Guattari.

### ***Extrait de Maintenant (2017)***

---

## **Créer des situations**

Pour destituer le pouvoir, il ne suffit donc pas de le vaincre dans la rue, de démanteler ses appareils, d'incendier ses symboles. Destituer le pouvoir, c'est le priver de son fondement. C'est ce que font justement les insurrections. Là, le constitué apparaît tel quel, dans ses mille manœuvres maladroites ou efficaces, grossières ou sophistiquées. « Le roi est nu », dit-on alors, parce que le voile du constituant est en lambeaux et que chacun voit à travers. Destituer le pouvoir, c'est le priver de légitimité, le conduire à assumer son arbitraire, à révéler sa dimension contingente. C'est montrer qu'il ne tient qu'en situation, par ce qu'il déploie de stratagèmes, d'artifices – en faire une configuration passagère des choses qui, comme tant d'autres, doit lutter et ruser pour survivre. C'est forcer le gouvernement à s'abaisser au niveau des insurgés, qui ne peuvent plus être des « monstres », des « criminels » ou des « terroristes », mais simplement des ennemis. Acculer la police à n'être plus qu'une force parmi d'autres sur un plan de lutte commun, et non plus cette méta-force qui régent, ordonne ou condamne toutes les puissances. Tous les salauds ont une adresse. Destituer le pouvoir, c'est le ramener sur terre.

### **Extrait de *À nos amis* (2014)**

---

#### **La destitution face aux capitalisme total**

La destitution permet de repenser ce que l'on entend par révolution. Le programme révolutionnaire traditionnel était celui d'une reprise en main du monde, d'une expropriation des expropriateurs, d'une appropriation violente de ce qui est à nous, mais dont on nous avait privés. Seulement voilà : le capital s'est emparé de chaque détail et de chaque dimension de l'existence. Il a fait un monde à son image. D'exploitation des formes de vie existantes, il s'est mué en univers total. Il a configuré, équipé et rendu désirables les manières de parler, de penser, de manger, de travailler et de partir en vacances, d'obéir et de se rebeller qui lui conviennent. Ce faisant, il a réduit à bien peu la part de ce que l'on pourrait, en ce monde, vouloir se réapproprier. Qui veut se réapproprier les centrales nucléaires, les entrepôts d'Amazon, les autoroutes, les agences de publicité, les TGV, Dassault, La Défense, les cabinets d'audit, les nanotechnologies, les supermarchés et leurs marchandises empoisonnées ? Qui envisage une reprise populaire des exploitations agricoles industrielles où un homme seul exploite 400 hectares de terres érodées au volant de son méga-tracteur piloté par satellite ? Personne de sensé.

### **Extrait de *Maintenant* (2017)**

---

#### **Communes vs communs**

Des économistes se sont attachés à développer ces dernières années une nouvelle théorie des « communs ». Les « communs », ce serait l'ensemble de ces choses que le marché a le plus grand mal à évaluer, mais sans quoi il ne fonctionnerait pas : l'environnement, la santé mentale et physique, les océans, l'éducation, la culture, les Grands Lacs, etc., mais aussi les grandes infrastructures (les autoroutes, Internet, les réseaux téléphoniques ou d'assainissement, etc.). Selon ces économistes à la fois inquiets de l'état de la planète et soucieux d'un meilleur fonctionnement du marché, il faudrait inventer pour ces « communs » une nouvelle forme de « gouvernance » qui ne reposerait pas exclusivement sur lui. *Governing the Commons* est le titre du récent best-seller d'Elinor Ostrom, prix Nobel d'Économie en 2009, qui a défini huit principes pour « gérer les communs ».

Comprenant qu'il y avait une place à prendre dans une « administration des communs » encore toute à inventer, Negri et consorts ont fait leur cette théorie au fond parfaitement libérale. Ils ont même étendu la notion de commun à la totalité de ce que produit le capitalisme, arguant de ce que cela émanait en dernier ressort de la coopération productive entre les humains, qui n'auraient plus

qu'à se l'approprier au travers d'une insolite « démocratie du commun ». Les éternels militants, toujours à court d'idées, se sont empressés de leur emboîter le pas. Ils se retrouvent maintenant à revendiquer « la santé, le logement, la migration, le travail de care, l'éducation, les conditions de travail dans l'industrie textile » comme autant de « communs » qu'il faudrait s'approprier. S'ils continuent dans cette voie, ils ne tarderont pas à revendiquer l'autogestion des centrales nucléaires, non sans avoir demandé celle de la NSA, puisque Internet doit appartenir à tout le monde. Des théoriciens plus raffinés s'imaginent quant à eux faire du « commun » le dernier principe métaphysique tiré du chapeau magique de l'Occident. Une « archè », écrivent-ils, dans le sens de ce qui « ordonne, commande et régit tout l'activité politique », un nouveau « commencement » qui doit donner naissance à de nouvelles institutions et un nouveau gouvernement du monde. Ce qu'il y a de sinistre dans tout cela, c'est cette incapacité à imaginer autre chose en guise de révolution que ce monde-ci flanqué d'une administration des hommes et des choses inspirée des délires de Proudhon et des mornes fantaisies de la Deuxième Internationale. *Les communes contemporaines ne revendiquent pas l'accès ni la prise en charge d'un quelconque « commun », elles mettent en place immédiatement une forme de vie commune, c'est-à-dire qu'elles élaborent un rapport commun à ce qu'elles ne peuvent s'approprier, à commencer par le monde.*

Quand bien même ces « communs » passeraient entre les mains d'une nouvelle espèce de bureaucrates, rien au fond ne changerait de ce qui nous tue. [...] *Tout mouvement, toute rencontre véritable, tout épisode de révolte, toute grève, toute occupation, est une brèche ouverte dans la fausse évidence de cette vie-là, atteste qu'une vie commune est possible, désirable, potentiellement riche et joyeuse.* Il semble parfois que tout conspire à nous dissuader d'y croire, à effacer toute trace d'autres formes de vie, de celles qui se sont éteintes comme de celles que l'on s'apprête à éradiquer. Les désespérés qui sont aux commandes du navire craignent surtout d'avoir des passagers moins nihilistes qu'eux. Et en effet, toute l'organisation de ce monde, c'est-à-dire de notre rigoureuse dépendance à celui-ci, est un démenti quotidien de toute autre forme de vie possible.

### **Extrait de *À nos amis* (2014)**

---

#### **Sécession**

Faire sécession, c'est habiter un territoire, assumer notre configuration située du monde, notre façon d'y demeurer, la forme de vie et les vérités qui nous portent, et depuis là entrer en conflit ou en complicité. [...] Faire sécession, c'est rompre non avec le territoire national, mais avec la géographie existante elle-même. C'est dessiner une autre géographie, discontinue, en archipel, intensive – et donc partir à la rencontre des lieux et des territoires qui nous sont proches, même s'il faut parcourir 10 000 km.

### **Extrait de *À nos amis* (2014)**

---

#### **À propos de la « radicalité »**

Depuis la déroute des années 1970, la question *morale* de la radicalité s'est insensiblement substituée à la question *stratégique* de la révolution.

C'est-à-dire que la révolution a subi le sort de toutes choses dans ces décennies : elle a été privatisée. Elle est devenue une occasion de valorisation personnelle, dont la radicalité est le critère d'évaluation. Les gestes « révolutionnaires » ne sont plus appréciés à partir de la situation où ils s'inscrivent, des possibles qu'ils y ouvrent ou qu'ils y referment. On extrait plutôt de chacun d'eux une *forme*. Tel sabotage survenu à tel moment, de telle manière, pour telle raison, devient simplement *un* sabotage. Et le sabotage en tant que pratique estampillée révolutionnaire vient sagement s'inscrire à sa place dans une échelle où le jet de cocktail Molotov se situe au-dessus

du lancer de pierre, mais en dessous de la jambisation qui elle-même ne vaut pas la bombe. Le drame, c'est qu'aucune forme d'action n'est en soi révolutionnaire : le sabotage a aussi bien été pratiqué par des réformistes que par des nazis. Le degré de « violence » d'un mouvement n'indique en rien sa détermination révolutionnaire.

On ne mesure pas la « radicalité » d'une manifestation au nombre de vitrines brisées.[...]

Si une accumulation de gestes ne suffit pas à faire une stratégie, c'est qu'il n'y a pas de geste dans l'absolu. Un geste est révolutionnaire, non par son contenu propre, mais par l'enchaînement des effets qu'il engendre. C'est la situation qui détermine le sens de l'acte, non l'intention des auteurs. Sun Tzu disait qu'« il faut demander la victoire à la situation ». Toute situation est composite, traversée de lignes de forces, de tensions, de conflits explicites ou latents. Assumer la guerre *qui est là*, agir stratégiquement suppose de partir d'une ouverture à la situation, de la comprendre en intériorité, de saisir les rapports de force qui la configurent, les polarités qui la travaillent. C'est par le sens qu'elle prend au contact du monde qu'une action est révolutionnaire, ou pas. Jeter une pierre n'est jamais simplement « jeter une pierre ». Cela peut geler une situation, ou déclencher une intifada.

L'idée que l'on pourrait « radicaliser » une lutte en y important tout le bataclan des pratiques et des discours réputés radicaux dessine une politique d'extraterrestre. Un mouvement ne vit que par la série de déplacements qu'il opère au fil du temps. Il est donc, à tout moment, un certain écart entre son état et son potentiel. S'il cesse de se déplacer, s'il laisse son potentiel irréalisé, il se meurt. Le geste décisif est celui qui se trouve un cran en avant de l'état du mouvement, et qui, rompant ainsi avec le statu quo, lui ouvre l'accès à son propre potentiel. Ce geste, ce peut être celui d'occuper, de casser, de frapper ou simplement de parler vrai ; c'est l'état du mouvement qui en décide. *Est révolutionnaire ce qui cause effectivement des révolutions*. Si cela ne se laisse déterminer qu'après coup, une certaine sensibilité à la situation nourrie de connaissances historiques aide beaucoup à en avoir l'intuition.

### **Extrait de *Maintenant* (2017)**

---

#### **À propos du cortège de tête**

Ce serait une erreur de voir dans la prise de la tête de ces manifestations une sorte de revanche historique de ceux qui, « anarchistes », « autonomes » et autres habitués des fins de manif, se retrouvaient traditionnellement en queue de cortège, à se livrer à des escarmouches rituelles.

Ce qui s'est passé là comme naturellement, c'est qu'un certain nombre des déserteurs ont créé un espace politique où *composer leur hétérogénéité* (c'est nous qui soulignons), un espace certes éphémère, certes insuffisamment organisé, mais rejoignable et, le temps d'un printemps, *réellement existant*. Le cortège de tête s'est fait comme le réceptacle de la fragmentation générale. Comme si, en perdant toute force d'agrégation, cette « société » libérait de toute part de petits noyaux autonomes, territorialement, sectoriellement ou politiquement situés, et que ces noyaux avaient pour une fois trouvé à se grouper.

### **Extrait de *Maintenant* (2017)**

---

## Lettre aux Contis

Tirée de l'ouvrage *Constellations* (2014)

Comité de lutte Continental  
Bistrot le bon coin,  
136, rue de la République  
60280 Clairoux

Bonjour,

J'envoie cette lettre un peu au petit bonheur la chance, parce que je trouve belle l'idée d'un café comme QG pour un comité de lutte, et parce que je ne sais pas par quel bout m'y prendre autrement. J'espère que malgré l'été et le temps qui passe depuis votre « victoire » de 2009, elle trouvera des lecteurs, et une réponse.

Je vous écris parce que je travaille en ce moment, avec plusieurs amis, sur un projet de livre sur une histoire politique de ces 10 dernières années. Une histoire subjective, qu'on cherche à écrire depuis ce qu'on a vécu, ce qui nous a marqués. Une histoire de luttes : pour nous il n'y a pas de politique sans des gens qui luttent. Et en la matière on se dit que vous avez des choses à raconter. Ces choses nous intéressent d'autant plus, nous qui planchons sur ce projet, qu'elles nous paraissent à la fois proches et lointaines : on a fait des manifs, des AG, on a connu la colère, le désespoir, la force de se sentir ensemble, on a fait reculer des flics et on s'est pris des coups.

On a occupé des facs pendant le mouvement anti-CPE, on s'est battu aux côtés des sans-papiers, on est allé manifester contre le G8 à travers le monde, on a défendu nos quartiers ou nos campagnes contre les logiques marchandes et sécuritaires de l'aménagement du territoire.

Mais on n'a jamais, ou presque, lutté contre un patron.

On est, pour la plupart, de cette génération qui a été envoyée à la fac pour faire baisser les chiffres du chômage, et qui n'a jamais eu en guise de travail que des petits boulots. La seule fierté, le seul sens qu'on veut bien nous laisser trouver dans ces jobs tertiaires qui nous attendent au pôle emploi, c'est d'accéder à des postes de petits chefs, et se rendre important en écrasant les autres. Comme on n'est pas tellement tenté par cette « lutte des places » individualiste, la « réalisation de soi par le travail » ne nous dit rien qui vaille. « Ouvrier », au moins, ça veut encore dire quelque chose socialement, malgré la propagande libérale, et vous, vous pouvez vous réclamer de cette position pour lutter. Nous, on n'a pas grand-chose à quoi se raccrocher. Et aussi bien, on préfère se dire qu'on peut se battre même sans avoir une place à défendre dans la société.

Le salariat, donc, ça ne nous a jamais fait rêver : très vite on a pris le parti de le fuir au maximum, de le subir le reste du temps. On bricole avec le RSA, les APL, le black, la récup', la bidouille. On vit à plusieurs dans une même maison, parfois sur un même revenu. On assume la contradiction d'en vouloir au système et de prendre ce qu'il nous offre : on fait avec ce qu'on a. Et puis quand on est fatigué de bricoler, et qu'on veut savoir faire quelque chose, et le faire sérieusement, on se débrouille pour exercer nos activités sans avoir à rendre de compte à un patron : coopérative, association, artisanat, projet collectif...

Et pourtant, on se sent quand même un lien de parenté avec les 200 ans d'histoire du mouvement ouvrier. Disons qu'on est cousins, quoi ! Tout l'espoir qu'il a porté à travers le monde entier, et la belle force et la détermination de ses communautés de lutte, ça en impose, et c'est une source d'inspiration. Sans remonter jusqu'à la première Internationale, quand ici et maintenant des ouvriers comme vous relèvent la tête et refusent de se plier de bonne grâce à la logique capitaliste qui préfère aller exploiter moins cher ailleurs, ça nous parle aussi.

Alors voilà, on aimerait pouvoir discuter de tout ça avec vous, de votre lutte, de ce qu'il en reste au-delà des procédures aux prud'hommes, de votre « victoire ». Mais aussi de comment vous voyez le travail maintenant que la période de chômage et de reclassement touche à sa fin, de la différence entre un pneu français et un pneu roumain, de ce que devient votre région. Et si ça vous intéresse, on pourra vous parler de nous aussi.

Moi qui écris cette lettre, je peux passer vous voir à l'occasion, si quelques personnes sont partantes pour partager une bière et une discussion. Aussi, les gars de \*\*\*\*\* à \*\*\*\*\*, ville où j'habite, m'ont dit que vous les aviez contactés, donc si vous passez par là, vous pouvez me faire signe pour qu'on se croise à ce moment-là.



À bientôt j'espère,

**Johnny Pothèse**

\*\*\*

Quelques semaines plus tard, sans réponse, coup de fil à Xavier Matthieu, leader de la lutte alors en tournée avec une troupe de théâtre.

*« Une lettre pour un entretien ? Peut-être, oui. Au « bon coin » ? Alors on l'a reçue. Vous êtes étudiants, c'est ça ? Rappelle dans quelques jours, le temps que je rentre à Clairoix. »*

Quelques jours après : *« Attends, attends, je vois plus très bien. Ah oui. Mais tu sais les Contis, ils sont passés à autre chose. Appelle machin, le responsable du CE. Si tu veux parler de gros sous c'est la bonne personne [rire triste]. »*

On voulait pas parler de sous. On voulait parler de vous. De ce qu'il reste de la communauté ouvrière une fois l'usine liquidée. On voulait parler de nous. De nos mondes respectifs, et de leurs frontières. Manifestement, notre monde, on n'a pas su le leur rendre palpable, comme ça, dans une lettre. Heureusement, la rencontre est plus facile quand on peut aller sonner à la porte de l'usine...

---

## La lutte des classes est perdue – reste la révolution

*Mouvement Autonome Révolutionnaire, 18 mars 2018*

Nous assistons à la défaite du dernier grand bastion ouvrier qu'est la SNCF. Avec elle s'éteindra définitivement l'ère des luttes prolétariennes [1]. La lutte des classes est désormais perdue. L'hégémonie bourgeoise est totale, et ses laquais dégueulent leur arrogance crasse dans tous les médias à sa botte.

La SNCF a perdue avant de combattre ; par la lâcheté collaboratrice de ses directions syndicales qui n'osent lancer de grève dure – c'est-à-dire totale et illimitée –, lui préférant une grève parcellaire et inoffensive (deux jours sur cinq d'arrêt du travail pendant deux mois) qui va vainement (mais sciemment) épuiser la détermination des cheminot.e.s et la solidarité des usagers dans un rapport de non-force. Elles justifient sans doute leur collaboration à la défaite de ce dernier round, qui méritait pourtant une lutte acharnée, par leur impuissance face au rouleau compresseur médiatique de l'idéologie bourgeoise. On se souvient alors des dernières grandes batailles d'autres « grands bastions » ouvriers désormais éradiqués, perdues avec honneur mais également dans une profonde tristesse : les sidérurgistes-métallurgistes et mineurs au début des années 1980 avec l'ultime « round » de la « bataille » de Florange [2] de 2013-2014, les grandes usines automobiles qui finissent également de se disloquer, etc.

Tirons avec décence et dignité la révérence et ôtons le chapeau à ceux qu'on aura fusillé sans jugement pour « terrorisme » dans les années 1940 alors qu'ils sabotaient leur propre outil de travail pour lutter contre le fascisme et le patronat collaborateur ; ceux qui ont été de toutes les luttes et de toutes les solidarités, du soulèvement des barricades de 1968 aux victoires défensives de 1995 et de 2006, des derniers soubresauts de la lutte défensive en 2007 puis 2010 à la tentative du printemps 2016.

Le dernier round joué à la SNCF marque ainsi la déroute finale des grandes luttes ouvrières qui auront secoué ce pays depuis plus d'un siècle. Avec la SNCF périssent également les innombrables luttes et grèves parcellaires et locales qui s'élancent chaque jour dans l'invisibilité totale. La guerre de la communication-spectacle est évidemment perdue ; il suffit d'observer l'acharnement médiatique particulier destiné à maudire une lutte qui n'en est pourtant pas une et qui démontre, malgré tout, la peur bleue du pouvoir de voir les prolétaires du rail se relever et tenir tête dans un baroud d'honneur terrible qui *pourrait* cristalliser la colère de tous les exploité.e.s et exclu.e.s du travail. Car ils ont cette capacité.

Les projecteurs des miradors-médias bourgeois sillonnent ainsi les vestiges de cette société concentrationnaire et totalitaire-marchande, éclairant les ultimes luttes pour les mitrailler à bout portant et enterrant les autres dans l'invisibilité, c'est-à-dire dans l'ombre du Spectacle. Ainsi meurent les luttes hospitalières, celles de la poste, de l'éducation nationale – de la maternelle au supérieur –, des retraité.e.s, des sans-papiers, des chômeur.se.s, des PME, etc. Des milliers de lutte éparées, parfois dures, rarement victorieuses.

L'hégémonie du capital qui dévaste nos sociétés, depuis près de deux siècles maintenant, annihilant toute socialité et toute solidarité, réprimant tous les corps collectifs et toutes les formes de vie antagoniques, aura vu se déployer historiquement en son sein la lutte des classes qu'elle implique. Inhérente à la dynamique de développement de la société marchande, le conflit d'intérêts entre capital et travail s'est développé sur le terrain social *commun* de l'hégémonie capitaliste. Cette lutte des classes s'est elle-même érigée sur les cendres encore fumantes des dernières insurrections sanglantes contre l'instauration forcée du travail puis du salariat. La lutte des classes aura connu ses heures de gloire victorieuse, dans une phase de lutte offensive des prolétaires pour l'amélioration de leurs conditions de survie au sein de la société capitaliste – en particulier en 1886, en 1936 et pendant lesdites « Trentes Glorieuses » (le compromis fordiste). De l'Etat-fasciste à l'Etat-Providence, le Capital a su se maintenir, et ce optimalement, tout en écrasant, de génération en génération et de décennie en décennie, les grèves sauvages et sabotages appuyés par les révolutionnaires [3].

Après la défaite du soulèvement insurrectionnel de 1968, dernière lutte offensive de l'ère prolétarienne, a commencé la longue phase de repli et de reflux des prolétaires qui perdaient l'initiative dans la lutte des classes. A partir des années 1980, la lutte devient défensive et l'offensive bourgeoise, bien que ralentie (victoires de 1986, 1995, 2006), n'en demeure pas moins

inexorable. La défaite de 2010 marque la fin d'un cycle d'espoir ouvert par la dernière semi-victoire de la lutte défensive de 2006 contre le CPE. L'élan du printemps 2016, malgré une certaine force innovante et une recomposition révolutionnaire encore marginale, n'empêchera pas le rouleau compresseur qui accélère sa cadence infernale. Depuis l'été 2017, et en très peu de temps, avec une violence de classe inouïe, la bourgeoisie achève de nous écraser. Et presque sans verser le sang. Presque : c'est sans compter les milliers de suicides au travail ou hors-travail, dans les prisons qui se remplissent et les écoles qui se verrouillent et se vident ; ainsi que les centaines de mutilés et tués sous les coups de la police.

Cependant, il ne s'agit pas là d'établir un faire-part tragico-lyrique à la gloire désormais passée des combattants de la lutte prolétarienne. Au contraire, si la lutte des classes est perdue, l'acculement est radical : où l'on se laisse atomiser dans nos bulles individuelles de survie spectaculaire et abrutissante au profit de notre mise en concurrence réelle les uns contre les autres ; où l'on se donne les moyens de créer de nouvelles pratiques de solidarité envers et contre le travail qui nous rejette dans les caniveaux de l'auto-exploitation de survie. Contre et au-delà du totalitarisme spectaculaire-marchand, son marché de l'emploi-disciplinaire et ses institutions de contrôle, nous devons trouver les forces solidaires humaines et sociales pour échapper à notre condition de « ressource humaine » au service de la valeur. *Il ne s'agit plus d'enrayer l'extraction de plus-value pour une meilleure répartition de celle-ci dans le royaume de la marchandise, mais de détruire ce royaume sans roi, d'y mettre le feu.* Il s'agit de briser les rouages mortifères de cette non-société car il n'y a que des rouages et des flux à cibler, et non des individus ou groupe d'individus, ni même une classe.

En cela, il est vain et inutile de chercher une recomposition de classe en dehors et au-delà des « grands » bastions ouvriers d'antan dans les nouvelles formes de travail ; ainsi que dans la toute aussi vaine et inutile perspective d'une « autonomie de classe ». Une telle autonomie ouvrière ne renverrait en effet qu'à l'auto-exploitation en tant que processus d'auto-extraction de plus-value. *C'est la richesse sociale réelle qu'il s'agit de partager, non la survaleur.* Pour cela, nous devons détruire le travail, comme participation à la valorisation de la valeur et catégorie axiomatique proprement capitaliste. L'émancipation sociale désigne l'épanouissement de l'activité productive humaine qu'il s'agit de réinventer comme non-travail, comme hors temps-de-travail, c'est-à-dire non créatrice de valeur.

*La fin de la lutte des classes fait naître les conditions d'une révolution sociale, massive et globale contre le totalitarisme marchand.* Cela implique une lutte d'émancipation non seulement du capital, mais surtout du travail, donc de l'Etat, de l'argent, de l'institution, etc. De manière concrète, promouvoir en premier lieu la nécessité d'une dé-connexion globale et radicale des « réseaux (dits) sociaux » et de tous les médias officiels et dominants, TV et presse écrite, dispositifs d'abattage de toute critique, au profit d'une re-solidarisation pratique entre les individus réels dans leurs lieux de vie réels – et enfin penser de manière pratique au-delà des frontières nationales.

Nous ne devons plus nous mobiliser en tant que salariés, mais comme intelligence collective et combative contre et au-delà de notre condition de vendeur-de-notre-force-de-travail et de toute catégorisation sociale et politique qui sera toujours un dispositif de contrôle et de répression. Par ailleurs, il s'agit moins de « promettre » l'aube messianique d'une insurrection auto-suffisante et sans lendemain que l'exigence d'un effort collectif, à renforcer et élargir : celui de la construction révolutionnaire du mouvement réel de la contre-société post-capitaliste par la réappropriation directe (et communale) de nos conditions d'existence matérielles et sociales.

Décapitalisons nos vies en nous libérant du travail et du spectacle.

Ici, maintenant : que tout commence.

## **Mouvement Autonome Révolutionnaire**

[1] Que l'on pourrait situer dans une fourchette approximative de 1848 à 1980 environ, pour l'ensemble des pays d'Europe occidentale.

[2] Ce film relate le déroulé implacable des collaborations des directions syndicales avec les vautours politicards (dont un certain Hollande) menant à la défaite sans combat : il ne décrit pas une « bataille » mais au contraire son absence. Car aujourd'hui, il faut batailler pour être en mesure de tenir le cap dans la terrible guerre de classes.

[3] Une pensée, entre autre, aux FTP-MOI écrasés par les nazis, abandonnés par les staliniens du PCF puis conspués par les gaullistes – avec le rappel d'un documentaire dont le titre résonne comme le mot d'ordre révolutionnaire d'alors et d'une brûlante et brutale actualité : *ni travail, ni famille, ni patrie*.

---

## **Appel aux convaincu(e)s : une critique anti-autoritaire du Black Bloc**

*Publié le 4 mai 2018 sur paris-luttes.info*

Au risque de paraître tirer sur l'ambulance, nous avons choisi la voie du dégrisement. Pour nous la manifestation du 1er mai a été un échec et la stratégie imposée de façon autoritaire par le Black Bloc n'était ni justifiée, ni n'a profité au reste de la manifestation. Collectivement, nous en prenons acte et appelons à dépasser nos pratiques ritualisées du cortège de tête.

C'est assez frappant, et ce malgré la situation sociale généralement morose, que chaque manifestation qui tourne un peu à la confrontation avec la flicaille soit saluée comme une victoire. Un peu comme si le fait de casser en nombre des vitrines égalait un but marqué par son équipe de foot préférée. Ne faisant qu'un, le groupe de supporters fait la Ola et retourne chez lui attendre le prochain match, la prochaine bagarre. Il nous apparait que l'intérêt ponctuel et circonstancié d'un Black Bloc n'est pas là et que nous sommes, peu à peu, en train de nous enfermer dans un trip égotique et autoritaire.

Loin de condamner d'une façon générale les actions directes des manifestants, Blacks Blocs ou pas d'ailleurs, nous aimerions les remettre en cause d'un point de vue stratégique, avec une perspective anti-autoritaire. En effet, pour nous, peu importe qu'on brûle un Mac Do ou un concessionnaire Renault : brûlez les tous même !

Mais, selon nous, on ne peut avancer avec une action directe sans réfléchir à 1) la pertinence de la cible 2) la finalité politique de l'action directe 3) les circonstances de la manifestation en question 4) l'inclusion et la compréhension par le reste de la manifestation ou de la population.

### **Un échec stratégique**

Pour nous ces questions n'ont pas été correctement posées par certains membres du Black Bloc lors du 1er mai qui s'est, la majeure partie du temps, borné à foncer dans le tas et à fuir l'avancée des troupes en détruisant tout sur son passage.

Le fait de s'être rués directement sur le Mc Do et les cibles adjacentes en début de manifestation a provoqué 1) le blocage de la manif qui n'a jamais pu avancer 2) une pression qui s'est reportée sur les manifestants non équipés et en partie acculés sur le pont 3) Un des plus gros cortèges de tête de l'histoire s'est dissout de fait et a perdu toute sa force potentielle 4) Les cortèges de syndicalistes se sont retrouvés à suivre l'itinéraire bis de la Préfecture de Police 5) Une répression très dure et de nombreuses arrestations 6) Une campagne médiatique dans l'opinion pour augmenter l'intensité de la répression.

### **La gueule du loup**

Il nous apparait qu'on a foncé tête baissé dans un piège tendu par la Pref sans se soucier de l'impact sur le reste du cortège, de l'intérêt stratégique de ce qui était fait, ni de la répression qui allait s'abattre sur tout le monde (plus de 200 arrestations !). Cela pose plusieurs problèmes.

Est-ce que cela était prévisible ? Oui ! Et, selon nous, c'était même évident.

Sur le Boulevard, toutes les banques ou cibles potentielles de la casse avaient été « protégées » mais pas le Mc Do au début de la manif... Sans vouloir se la jouer théorie du complot, cela nous paraissait bien bizarre ou en tout cas mauvais plan dès le départ. D'autant plus que ce lieu a été le lieu de plusieurs affrontements en 2016, que c'est un des seuls lieux du trajet qui était pavé, que la densité sur le pont ne permettait pas un retrait rapide... On a voulu déborder là où on nous attendait.

Il aurait fallu attendre que la manifestation avance, prenne ses marques sur le Boulevard, que les cortèges se mélangent, comme cela est arrivé lors des dernières manifestations, et ne pas se jeter dans la gueule du loup. Nous aurions alors gagné en force et ce n'est pas les possibilités qui manquent quand nous sommes si nombreux et déterminés.

### **La manifestation a aussi été vécue par les autres**

La situation vécue sur le pont a été très désagréable, frustrante, voire traumatisante pour certains manifestants. Impossible de savoir ce qu'il se passait à l'avant, impossible d'aller aider les cop(a)in(e)s à l'avant, impossible de reculer pour ceux qui le souhaitaient. Ceux qui se trouvaient avec ou à côté du Black Bloc (de la ligne de front au pont) ont été obligés de sauter les rambardes

et de fuir vers les quais. Super entraide d'ailleurs pour faire descendre les gamin(e)s et les plus âgé(e)s.

Les flics empêchaient de contourner le dispositif par les quais et tout le monde, dont faisaient partie de nombreuses personnes non équipées, s'est fait copieusement gazé pendant une heure. Pas de médecins à l'horizon (ils devaient être tous avec le Black Bloc). La seule sortie était à l'ouest au bord du fleuve et ne menait qu'au trajet Bis de la manifestation, par le pont Charles de Gaulle.

Le quai de l'Arsenal et le quartier Bastille ont été bien amochés lors du repli : on s'en fiche, on y traîne pas, les loyers et les bars y sont bien trop chers. Vous auriez cramé l'opéra Bastille, repeint en rouge la colonne Bastille, mis à sac l'Hipopotamus, on ne s'en serait pas émus... Par contre, qu'est ce que cela a apporté ? Quel intérêt politique ? Quels sont les retours de ceux qui n'étaient pas habillés en noir ou équipés ?

Nous pouvons tous faire des erreurs tactiques, cela arrive, encore faut-il les reconnaître et en prendre acte, surtout si cela déteint sur le reste de la manifestation. Nous n'avons pas l'impression que c'est le cas... l'autocritique c'est pourtant bien utile !

Néanmoins, il nous semble que l'erreur du 1er mai est symptomatique d'une dérive autoritaire et égocentrée. Nous détaillons ici quelques écueils auxquels nous devons tous nous confronter.

### **La Révolution ne sera pas télévisée**

Ce qui est étonnant, c'est qu'une stratégie qui déteste les médias et les caméras (à raison) utilise cette technique pour apparaître dans ceux-ci. Au-delà du trip « porn riot » à la Taranis encore populaire chez une fraction de la jeunesse, l'idée générale est d'accaparer l'attention médiatique et de faire de l'ombre à l'image de la manif « plan-plan » de la CGT. L'émeute était d'ailleurs annoncée auparavant sur différents sites et avait été reprise par la communication de la Préfecture de police, des appels internationaux à rejoindre la bagarre avaient été traduits dans de nombreuses langues.

La « révolution ne sera pas télévisée » et ce ne sont pas les seuls actes spectaculaires qui nous donneront un avantage dans l'opinion, que cela soit celle du cortège de tête, du reste de la manifestation ou de la population. Nous jouons à armes inégales, tant matérielles que médiatiques. De plus, il semble illusoire et contradictoire de vouloir destituer et combattre la presse bourgeoise en arborant des techniques spectaculaires.

### **Non au foquisme du Black Bloc**

Dans la manifestation comme parfois en dehors, il semble que le fait de participer à la casse organisée ou à des bagarres avec la police sonne parfois comme un argument d'autorité dans un certain milieu radical. Pour nous, il est clair que le choix et la maîtrise de cette technique ne donne en aucun cas une légitimité politique.

Cette tendance au « foquisme » du Black Bloc est une dérive autoritaire vouée à l'échec. Il est hors de question d'abandonner le monopole de l'action et de la parole à ceux qui seraient plus entraînés, plus forts, plus équipés. La direction politique aux foyers de guérilla urbaine, non merci !

Le problème est que la technique Black Bloc peut avoir un impact si important sur le reste de la manifestation, que celle-ci ne peut que soutenir les cop(a)in(e)s lorsqu'ils sont nassés ou lancés dans le feu de l'action. Car qui serions-nous si nous vous laissions tou(te)s seul(e)s, sans soutien pendant et après la manif ? Mais la question inverse se pose également : quelle légitimité auriez-vous si nous ne vous soutenions pas activement pendant et après la manif ?

### **Pour un black bloc qui bloque autre chose que la manif**

Nous ne sommes pas hostiles à la technique du Black Bloc et nous l'avons maintes fois utilisée. Et même quand nous n'y sommes pas, nous sommes solidaires des cop(a)in(e)s en pleine action, blessés ou arrêtés. Mais pour nous elle doit servir quelque chose d'autre que la simple joie d'exister ou de se faire plaisir entre les convaincus. Autrement dit nous aimerions un Black Bloc qui bloque autre chose que la manifestation. 1200 personnes en black bloc, 15 000 dans le cortège de tête pour juste défoncer un mac do et cramer un concessionnaire c'est franchement du gâchis... notamment quand on voit le nombre d'arrestations.

Pourquoi cette technique n'est pas utilisée pour bloquer des lieux de pouvoirs, des centres logistiques, décisionnels ? Elle serait pourtant très utile aux actions de blocage et de sabotage...

Pourquoi n'est-elle pas utilisée lorsque la pression médiatique est moindre ? C'est pourtant là où on risquerait le moins...

**« Franchement on s'amusait mieux sans le Black Bloc »**

Nous comprenons très bien que pour certains, l'expression d'une violence contre les objets symboliques du capitalisme soient un exutoire à une existence sur laquelle s'exercent la violence et le contrôle de l'État. Mais de là à en tirer une théorie générale d'interprétation du monde et de la révolution, c'est pousser le bouchon un peu loin.

Ainsi on peut vivre de belles scènes de solidarité dans l'émeute ou des manifestations plus énervées mais on peut aussi avoir des mauvaises expériences : violence gratuite et aveugle, sexisme, répression très violente, arrestations... Comme ailleurs ! Si nous avons réussi à désacraliser la manifestation cadrée par les syndicats, continuons sur notre route et désacralisons l'émeute, le black bloc ou même le cortège de tête. Ce ne sont que des stratégies, des techniques, pas une fin en soi.

**Prenons tous la tête du cortège de tête**

Le cortège de tête est devenu lui aussi ritualisé et pourrait presque remplacer le cortège syndical car il est aujourd'hui aussi nombreux dans les manifestations. Au début de l'événement, le Black Bloc et quelques groupes précis prennent la tête avec leurs banderoles, posent pour les caméras et les photographes et donne le départ d'un pas assuré. Il y a donc bien une hiérarchie dans le fonctionnement actuel du cortège de tête et il faut prendre conscience de cela. Soyons inventifs pour remettre en cause cet ordre établi, pour montrer du doigt l'autoritarisme quand il existe chez nous, sans pour autant nous diviser !

Ce qui nous semble le plus urgent ce n'est pas la convergences des luttes mais l'extension des luttes. Pour cela, nous ne pouvons pas rester figés sur nos bases inébranlables de convaincus. Qu'elles volent en éclats avec les autres certitudes du vieux monde ! Le cortège de tête n'appartient à personne. Prenons la tête du cortège de tête !

***Des cop(a)in(e)s***

---

## L'insurrection qui revient

Les influences visibles du comité invisible

Publié dans la *Revue du crieur*, n°4, juin 2016.

**Ugo Palheta**

Au sein de franges croissantes de la population, l'esprit du temps semble être au refus de la politique professionnalisée et institutionnelle, qui s'incarne dans les échéances électorales et en particulier dans les prochaines élections présidentielles. Le mouvement social contre la loi Valls/El Khomri, dans lequel se nouent les espoirs de la jeunesse et la colère des salariés, a donné naissance à des occupations de place (sous le label « Nuit debout »), à Paris d'abord puis dans plusieurs villes de France : Lyon, Toulouse, Nantes, Rennes, etc. Nul ne peut dire à l'heure actuelle ce qui adviendra de ce mouvement et de ces occupations, mais il ne fait aucun doute qu'ils expriment de multiples manières une dimension substantielle de la situation sociale et politique : non simplement un refus de l'organisation capitaliste de la vie, mais également une aspiration à faire du neuf, qui met en doute et en cause les médiations traditionnelles de la contestation sociale (syndicats et partis).

Dans ce qui se cherche et se coalesce actuellement, on peut sans doute distinguer deux orientations distinctes, voire opposées. La première est *grosso modo* celle qu'a exprimé le philosophe et économiste Frédéric Lordon le 3 avril sur la place de la République, proposant à l'Assemblée générale d' « établir en miniature un tableau de la France en état de révolte » et d'écrire « une constitution de la république sociale, [...] pour nous libérer de la propriété privée du capital »<sup>1</sup>. Il s'agirait donc d'inventer une nouvelle forme politique, résolument anticapitaliste, et de favoriser une appropriation populaire de la chose publique, à distance des organisations existantes et des institutions politiques. Une seconde orientation, plus souterraine, consisterait à impulser et prolonger à l'infini un « processus destituant », comme l'ont avancé Julien Coupat et Éric Hazan<sup>2</sup> : « non pas une prise d'assaut, mais un mouvement de soustraction continu, la destruction attentive, douce et méthodique de toute politique qui plane au-dessus du monde sensible ».

Cette antipolitique n'est pas tout à fait nouvelle. Du mouvement anti-CPE aux luttes contre l'enfermement des sans-papiers, des combats contre les crimes policiers impunis à l'opposition aux « grands projets inutiles et imposés », la France a vu, depuis une quinzaine d'années, le développement d'un courant généralement qualifié d' « autonome », ayant une influence significative dans une série de luttes sociales mais également sur un plan intellectuel, via notamment les écrits de Tiqqun et du Comité invisible<sup>3</sup> mais aussi d'Eric Hazan<sup>4</sup>, par ailleurs patron des éditions La Fabrique où ont été publiés les premiers. On aurait tort de traiter cela par l'ignorance ou le mépris : la lutte contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, dans laquelle les militants dits « autonomes » sont intervenus dès l'amorce de manière volontariste et

---

<sup>1</sup> Voir la vidéo ici : <https://www.youtube.com/watch?v=3lrACAg48OU>.

<sup>2</sup> J. Coupat et E. Hazan, « Pour un processus destituant : invitation au voyage », *Libération*, 24 janvier 2016, [http://www.liberation.fr/debats/2016/01/24/pour-un-processus-destituant-invitation-au-voyage\\_1428639](http://www.liberation.fr/debats/2016/01/24/pour-un-processus-destituant-invitation-au-voyage_1428639).

Cette idée est largement inspirée de la « théorie de la puissance destituante » de Giorgio Agamben, qui était intervenu à l'été 2013 lors d'un « séminaire », sorte de camp international organisé par la constellation « appeliste » sur le plateau des Millevaches, autour du thème « Défaire l'Occident » : <https://lundi.am/vers-une-theorie-de-la-puissance-destituante-Par-Giorgio-Agamben>.

<sup>3</sup> Voir notamment, de Tiqqun : *Premiers matériaux pour une théorie de la jeune fille*, Paris, Mille et une nuits, 2001 ; *Théorie du Bloom*, Paris, La Fabrique, 2000 ; *Contributions à la guerre en cours*, Paris, La Fabrique, 2009 ; *Tout a failli, vive le communisme !*, Paris, La Fabrique, 2009. Et du Comité invisible : *L'insurrection qui vient*, Paris, La Fabrique, 2007 ; *À nos amis*, Paris, La Fabrique, 2014. A noter que la quasi-intégralité des textes de Tiqqun et du Comité invisible sont disponibles en ligne, et dans de nombreuses langues, ici : <http://bloom0101.org/?cat=5>

<sup>4</sup> *Premières mesures révolutionnaires* (avec Kamo), Paris, La Fabrique, 2013 ; *Dynamique de la révolte*, Paris, La Fabrique, 2015.



ont joué un rôle central, n'a-t-elle pas été l'une des rares à faire reculer la politique violemment néolibérale menée par le Parti socialiste sous la présidence de François Hollande ?

### **Aux marges de la gauche radicale**

Contrairement aux gauchismes post-68, cet activisme aux marges du champ politique, du mouvement ouvrier traditionnel et de la gauche radicale, ne s'est pas traduit par la construction – ou le renforcement – d'une ou plusieurs organisations révolutionnaires<sup>5</sup>. Une telle perspective est d'ailleurs récusée par ceux et celles qui appartiennent *de facto* à ce qui apparaît davantage comme une « constellation »<sup>6</sup> que comme un courant politique structuré. Toute fixation organisationnelle serait en effet vouée, selon eux, à engendrer une pétrification bureaucratique des luttes et des relations qui s'y nouent, favorisant une logique d'autoreproduction plutôt que d'émancipation. Refusant l'engluement dont la construction d'une organisation serait synonyme, ils lui ont préféré la constitution progressive de réseaux de lieux de vie et de luttes, informels et mouvants, la diffusion d'un ensemble de pratiques – la confrontation avec les forces de police n'étant qu'une des pratiques composant un répertoire beaucoup plus large – mais aussi une production écrite foisonnante.

C'est *L'insurrection qui vient* qui a reçu l'attention la plus importante : traduit dans de nombreuses langues, la version française de ce petit ouvrage s'est vendu à environ 60 000 exemplaires depuis sa parution en 2007 (alors même qu'il est intégralement disponible sur Internet). Publié en 2014 comme une tentative d'actualiser l'analyse esquissée sept ans plus tôt, *À nos amis* a également connu un réel succès de librairie (22 000 ventes à ce jour), de même que *Premières mesures révolutionnaires*, publié en 2013 par Eric Hazan et Kamo (presque 10 000 exemplaires vendus). Mais les chiffres de vente ne donnent jamais qu'une idée pauvre de l'audience acquise par un livre ou un courant intellectuel ; ils ne disent rien de l'intensité des affects, politiques ou éthiques qu'ils ont suscités, ni de l'écho qu'ils ont reçu bien au-delà de ceux et celles qui appartiennent à la « constellation » en question. Il est ainsi frappant de constater l'*air de famille* qui unit les livres du Comité invisible et les textes diffusés – parfois sous forme de tracts et/ou sur le site « lundimatin »<sup>7</sup> – dans le cadre du mouvement lycéen et étudiant contre la loi El Khomri, mais aussi dans l'intervention – par ses textes ou ses formes d'apparition – du « Mouvement Inter Luttes Indépendant » (MILI)<sup>8</sup>.

Qu'en est-il dans les organisations politiques, au moins en France ? Si les principaux partis qui composent le Front de gauche – PCF et PG – sont demeurés largement hermétiques à ces écrits, d'autres courants y ont été plus attentifs, en particulier au sein de la gauche des Verts, à partir de la critique écologique du capitalisme et d'une défiance à l'égard du marxisme (assimilé au productivisme soviétique). Certains penseurs – tels qu'André Gorz, Ivan Illich ou Jacques Ellul – ont pu ainsi faire des ponts entre les conceptions développées par le Comité invisible et les militants les plus attachés à une vision « par en bas » de l'écologie, même si le pacifisme des seconds tend à les opposer aux premiers, pour qui la confrontation avec les appareils répressifs d'État doit être assumé comme un fait inévitable. L'un des membres du « groupe de Tarnac », Benjamin Rosoux, est d'ailleurs passé par le mouvement de jeunesse des Verts avant de faire l'expérience d'un squat à Rennes, de se lier avec Julien Coupat et de s'installer dans le village du Limousin, devenant le co-gérant de l'épicerie fondée par le groupe et élu conseiller municipal aux dernières élections.

---

<sup>5</sup> Dans la foulée des mouvements de 68 s'étaient notamment constituées en France la Ligue communiste (devenue plus tard Ligue communiste révolutionnaire) et la Gauche Prolétarienne ; en Italie Lotta Continua et Potere Operaio (dont Toni Negri fut l'un des fondateurs et dirigeants).

<sup>6</sup> C'est le terme choisi par des activistes de cette mouvance. Voir : Collectif Mauvaise Troupe, *Constellations. Trajectoires révolutionnaires du jeune 21<sup>ème</sup> siècle*, L'Éclat, 2014.

<sup>7</sup> Voir par exemple : <https://lundi.am/le-monde-ou-rien-comite-d-action-16-mars-2016>.

<sup>8</sup> Celui-ci a été créé en 2013 à l'occasion du mouvement lycéen en solidarité avec Leonarda Dibrani (15 ans) et Khatchik Khachatryan (19 ans), finalement expulsés par l'État français. Voir la présentation du MILI ici : <https://miliparis.wordpress.com/presentation-du-mili/>.

La référence au Comité invisible se retrouve également dans le mouvement pour la justice climatique. Juliette Rousseau, militante et coordinatrice de la Coalition Climat 21, nous explique ainsi avoir lu plusieurs fois *À nos amis* et décrit cette lecture comme une « rencontre esthétique » particulièrement marquante. De même se reconnaît-elle non seulement dans ce qu'elle nomme la « fascination pour le moment insurrectionnel » et dans l'idée d'un « processus destituant ». Au sein de l'extrême gauche, c'est du côté du NPA (Nouveau parti anticapitaliste) et d'AL (Alternative libertaire) que des militants ont pu prêter attention aux écrits du Comité invisible, malgré des divergences parfois fortes sur un plan théorique et dans le cadre des mouvements étudiants des années 2000<sup>9</sup>. Olivier Besancenot concède à la fois une admiration pour leur talent d'écriture et voit dans leur capacité à proposer des initiatives pour l' « ici-et-maintenant » une raison de leur succès, tout en pointant également un certain « élitisme » et le principal angle mort de ce courant selon lui : la question démocratique de l'appropriation populaire du politique.

Les écrits du Comité invisible ont pu également trouver un écho au niveau international, par exemple dans certains réseaux militants en Grèce (Rubikonas, Apatris) ou en Espagne, même si d'autres références intellectuelles plus classiques paraissent avoir limité ou bloqué leur audience : John Holloway, Toni Negri ou Cornelius Castoriadis. On peut également discerner des influences, diffuses ou directes, aux Etats-Unis. Jason E. Smith<sup>10</sup> voit ainsi dans la radicalité d'Occupy Oakland un effet à rebours de la diffusion de *L'insurrection qui vient* dans les années précédentes, au point que le livre a pu constituer un point de référence durant les mouvements de protestations et d'occupation dans différents campus universitaires en Californie en 2009-2010 (suscités par une augmentation des frais de scolarité). Il évoque également des groupes qui ont été influencés par les écrits de Tiqqun et du Comité invisible, tels le collectif queer LIES<sup>11</sup> mais aussi la revue *Endnotes*<sup>12</sup>, influente dans les milieux radicaux anglophones, même si cette dernière s'est explicitement distinguée de la démarche de la mouvance dont il est question ici pour se tourner vers un marxisme sophistiqué.

Mais s'il y a intérêt à s'arrêter spécifiquement sur ce corpus d'idées, c'est sans doute pour l'essentiel qu'il imprègne les individus qui s'engagent et se politisent actuellement dans les luttes contre le capitalisme, la répression étatique, la destruction de la planète ou l'extrême-droite, bien au-delà des seuls activistes composant la constellation « autonome », et *a fortiori* des « insurrectionnalistes » ou « appelistes »<sup>13</sup> (qui n'en représentent qu'une minorité). Ce corpus fonctionne d'abord comme imaginaire et comme langage, dans lequel se pense et se dit la politique radicale à l'âge du capitalisme néolibéral, et dont l'une des moindres vertus n'est pas d'échapper à la langue plombée et aux slogans routiniers du mouvement ouvrier traditionnel. Il peut aussi être saisi comme une philosophie spontanée des nouvelles formes de contestation radicale<sup>14</sup>, fournissant des réponses à la question des modes d'organisation et des pratiques de lutte, mais aussi aux énigmes de la persistance du capitalisme et de l'échec des révolutions du XXe siècle et du début du XXIe siècle.

Le succès de ces textes et ouvrages – circulant au-delà des frontières nationales comme on y reviendra plus loin – ne saurait être réduit à la publicité, bruyante et policière, dont *L'insurrection qui vient* a paradoxalement bénéficié dans les médias dominants (jusqu'aux États-Unis). Cette médiatisation est en bonne partie liée à la répression étatique et à la campagne médiatique qui ont

---

<sup>9</sup> Voir notamment le dossier d'Alternative libertaire, publié en 2010 et particulièrement critique : <http://www.alternativelibertaire.org/?Minidossier-appelistes-Deux-lignes>.

<sup>10</sup> Jason E. Smith est notamment spécialiste de la pensée politique post-68 et enseigne au Art Center College of Design (Californie). Voir son compte-rendu de *Premières mesures révolutionnaires* : « The day after the insurrection », *Radical Philosophy*, 2015, n°189.

<sup>11</sup> Voir le site du groupe : <http://liesjournal.net/>

<sup>12</sup> Voir le site de la revue : <http://endnotes.org.uk/>

<sup>13</sup> Du nom de « [l'Appel](#) », diffusé anonymement en 2004.

<sup>14</sup> Voir : F. Cusset, « Les nouvelles logiques de la révolte. Enquête sur le renouveau pratique et théorique de la contestation », *Revue du Crieur*, 2015, n°2.

conjointement ciblé le dit « groupe de Tarnac » (assimilé au Comité invisible et ramené à la figure de Julien Coupat, police et médias étant avides de trouver devant eux « chefs » ou « gourous »). Erigés en menace terroriste par le gouvernement de l'époque, certains des membres de ce groupe ont été incarcérés durant plusieurs mois sur la foi d'un témoignage, dont il s'est avéré plus tard qu'il avait été falsifié à la hâte, et au prétexte d'un passage de *L'insurrection qui vient* plaidant pour des actions de sabotage<sup>15</sup>. Tout cela venant d'ailleurs donner rétrospectivement raison à Tiqqun qui, en accord étroit avec le philosophe Giorgio Agamben, décrivait l' « état d'urgence permanent » comme manœuvre stratégique de notre temps<sup>16</sup>.

Les plumes réactionnaires n'ont voulu voir dans le succès de *L'insurrection qui vient* que l'expression éphémère d'une radicalité vide, appelée à se dissoudre à mesure que la « crise » se résorberait. Mais « *la crise présente* » étant « *fin sans fin, apocalypse durable, suspension indéfinie* »<sup>17</sup>, et les mouvements de contestation radicale n'ayant nullement désarmé, il y a évidemment plus et mieux à dire quant au développement en France de cette mouvance. Cela suppose en particulier d'en refuser la réduction à un simple effet de mode, dont le (relatif) succès serait nécessairement passager, ce qui ne manquerait pas d'écraser les traits neufs de ce courant, liés soit aux problèmes nouveaux auxquels il tente de répondre, soit aux problèmes anciens dont il déplace les termes en les reformulant dans une synthèse théorique nouvelle, dont les ramifications intellectuelles doivent essentiellement être cherchées du côté du situationnisme de Guy Debord, de Giorgio Agamben, de Michel Foucault (notamment à travers ses textes sur le biopouvoir et la « gouvernementalité »), ou encore du post-opéraïsme italien<sup>18</sup>.

### **Des mouvements de masse à l'impuissance politique**

On ne saurait comprendre l'audience acquise par les textes de Tiqqun, du Comité invisible ou d'Eric Hazan sans évoquer la réouverture, dans la période récente, du chapitre des soulèvements populaires, que les prophètes de la « fin de l'histoire » s'étaient empressés de clore alors que s'effondraient les dictatures bureaucratiques composant le bloc de l'Est. Toutefois, aucun des processus amorcés depuis 2008, de l'Égypte à la Tunisie en passant par la Grèce ou la Syrie, n'est pour l'instant parvenu à engager une rupture avec le cours néolibéral du monde et *a fortiori* à briser les dispositifs de pouvoir qui assurent la soumission du plus grand nombre. « *Rarement on aura vu comme ces dernières années, en un laps de temps si ramassé, tant de sièges du pouvoir officiel pris d'assaut [...]. Mais quelques grands que soient les désordres sous le ciel, la révolution semble partout s'étrangler au stade de l'émeute* »<sup>19</sup>.

Comment expliquer ces défaites à répétition ? A cette question, l'extrême gauche répond généralement par l'absence d'un parti révolutionnaire, et le Comité invisible n'est pas loin de se résoudre à une telle réponse. Admettant qu'un soulèvement populaire ne peut se muer en crise révolutionnaire, et surmonter les obstacles immenses qui lui sont opposés, sans qu'émerge une force organisée capable de rendre irréversible le nouveau cours, de prendre des initiatives hardies et de trancher dans le vif des événements entre la vieille légalité des possédants et les droits des dépossédés, le problème se trouve déplacé : pourquoi de telles forces révolutionnaires n'ont pas jailli des processus en question ?

Il est vrai que, vu de la France de 2016, la situation paraît passablement différente et la question d'une moindre actualité, tant la colère populaire semble ne parvenir à s'exprimer qu'à travers une défiance généralisée à l'égard de « la politique ». Dans la mesure où elle demeure largement passive et impuissante, du moins jusqu'à maintenant, une telle défiance favorise une extrême-

---

<sup>15</sup> Sur cet épisode, voir : Alain Brossat, *Tous Coupat Tous Coupables*, Éditions Lignes, 2009.

<sup>16</sup> Voir : Tiqqun, *Tout a failli, vive le communisme !*, *op. cit.*, p. 82-84.

<sup>17</sup> Comité invisible, *A nos amis*, *op. cit.*, p. 25.

<sup>18</sup> Cette dernière référence est notamment très visible, quoique de manière critique, dans le texte de Tiqqun intitulé « *Ceci n'est pas un programme* ». Sur l'ensemble de ces ramifications intellectuelles, voir notamment le compte-rendu des écrits de Tiqqun et de *L'insurrection qui vient* par Joost de Bloois dans : *Historical Materialism*, 2014, 22-1, p. 129-147.

<sup>19</sup> Comité invisible, *A nos amis*, *op. cit.*, p. 12.

droite qui a installé et affermi son « anti-politique » depuis maintenant trente ans. Rien n'interdit pourtant de penser qu'elle pourrait se muer en révolte ouverte dans les mois ou années à venir, en raison de la brutalité des attaques gouvernementales contre les intérêts et les droits du plus grand nombre, dont la « loi Travail » n'est que le dernier avatar. Reste que, dans l'immédiat, l'histoire semble bégayer, coincée entre l'enclume d'un pouvoir « socialiste » dont la dérive à droite ne connaît plus de limites, et le marteau d'un Front national aussi omniprésent médiatiquement qu'habile politiquement.

Aux succès, au caractère massif et à la radicalité des mobilisations de 2005-2006 contre le traité de constitution européenne (TCE) puis contre le « contrat première embauche » (CPE)<sup>20</sup>, auxquelles il faudrait ajouter la révolte des quartiers populaires à l'automne 2005, a succédé un chapelet de défaites sociales : cheminots en 2007, étudiants en 2007 et 2009, nombreuses luttes ouvrières contre les licenciements, mouvement syndical dans son ensemble en 2010. Ces défaites ont accumulé les frustrations politiques et créé un terrain favorable, sinon au développement des réseaux autonomes (qui s'étaient formés auparavant), du moins à l'accroissement de leur audience intellectuelle et politique, notamment dans certaines franges de la jeunesse cherchant les voies d'une rupture avec le capitalisme. Leurs succès relatifs traduisent donc à la fois la radicalisation des mouvements de masse de la première moitié des années 2000 et le verrouillage de la situation politique, liée en partie à l'incapacité de la gauche radicale à condenser politiquement l'expérience contestataire qui a marqué la période 1995-2010.

Les tentatives de construction d'une nouvelle force politique n'ont pourtant pas manqué dans la dernière décennie, mais toutes se sont soldées par des échecs, qu'il s'agisse des collectifs unitaires pour le « Non » au TCE en 2005-2006, puis du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), et enfin du Front de gauche à partir de 2009. C'est bien la conjonction d'une vaste défaite sociale et d'un échec proprement politique qui a ouvert une *conjoncture de recul*, dont l'influence croissante de la constellation « autonome » est l'un des symptômes. En Grèce et dans l'Etat espagnol, même s'il ne s'agit pas de minorer l'importance des mouvements anarchiste et autonome (en particulier dans la période 2008-2012), des forces politiques se sont développées (Syriza) ou ont émergé (Podemos), cristallisant politiquement les contestations et les espoirs nés sur le terrain social – succession de grèves générales et expériences d'auto-organisation d'un côté, occupation massives de places et « mareas » dans le second –, sans qu'évidemment soit garantie la rupture avec la cage d'acier néolibérale (comme l'a montré tragiquement la capitulation de la direction de Syriza en juillet 2015).

Si l'émergence des pratiques et des pensées « autonomes » ne sauraient être compris sans prendre au sérieux les traits spécifiques de notre époque, en particulier l'épuisement et l'intégration croissante à l'État des principales organisations de gauche et de pans entiers du mouvement syndical, l'accroissement de leur audience dans les dernières années, en particulier en France, tient sans doute au fait qu'elle est le produit ambivalent d'un cycle de radicalisation mais aussi de l'échec à faire émerger une force politique nouvelle, redoublée par l'incapacité de toutes les organisations de gauche à répondre à des questions aussi décisives qu'épineuses : comment assumer la défaite des projets d'émancipation au XXI<sup>e</sup> siècle pour en faire une base sur laquelle reconstruire ? Qu'est-ce qui a échoué et qu'est-ce qui a été vaincu ? En somme, et pour paraphraser Lénine, par où (re)commencer ?

Ces questions renvoient à la crise de projet stratégique dans laquelle se trouvent englués la gauche et les mouvements sociaux depuis les années 1980, et elles exigent à n'en pas douter d'autres réponses que les appels à la table rase théorique ou la nostalgie des vieilles recettes militantes. Par leur élaboration théorique (largement inspirée de Laclau) et leur pratique politique, les leaders de Podemos ont avancé une réponse possible, réaffirmant la nécessité de la conquête du pouvoir politique comme préalable à tout processus de transformation sociale<sup>21</sup>. Comme on va le voir ici, le Comité invisible – mais aussi Tiqqun antérieurement, ou plus récemment Eric Hazan – proposent des réponses alternatives et originales, constituant sans doute l'une des pointes intellectuellement les plus offensives des nouvelles contestations du capitalisme.

---

<sup>20</sup> Sur ce cycle de radicalisation, voir : S. Kouvélakis, *La France en révolte. Lutttes sociales et cycles politiques*, Paris, Textuel, 2007.

<sup>21</sup> Voir sur ce point : L. Flamant, « La boîte à idées de Podemos », *Revue du Crieur*, 2015, n°2.

## Une critique éthique du capitalisme néolibéral

Force est de reconnaître que les positions de cette mouvance sont généralement méconnues, sinon caricaturées. Ainsi doit-on commencer par rendre compte du renouvellement théorique proposé et proposer une lecture politique des positions prises par Tiqqun et le Comité invisible sur des questions éminemment classiques dans la pensée révolutionnaire depuis le XIXe siècle : le capitalisme, le prolétariat, le communisme, la stratégie révolutionnaire, le Parti.

Il est particulièrement utile de prêter attention aux écrits de Tiqqun, du nom de la revue créée en 1999 et animée notamment par Julien Coupat<sup>22</sup>, mais comptant également dans ses rangs l'artiste Fulvia Carnevale ou encore l'écrivain et traducteur Joël Gayraud. Prétendant proposer une « métaphysique critique » largement inspirée de Giorgio Agamben (qui se trouvait en lien direct avec les membres du groupe), les textes qui composent les deux seuls numéros parus de la revue sont demeurés plus confidentiels, sans doute en raison de leur caractère plus énigmatiques que *L'insurrection qui vient*, mais ont acquis une réelle audience (d'ailleurs manifestés par des traductions en anglais, allemand, espagnol, italien, portugais et russe). Même si certaines évolutions sont indéniables entre ce qu'il faut bien nommer la politique de Tiqqun, qui demeurerait pour l'essentiel sur un plan intellectuel, et celle des milieux « appelistes », qui s'articule étroitement à des pratiques, ces textes ont l'avantage d'en livrer les fondements philosophiques, qui demeurent souvent implicites dans les textes du Comité invisible, et encore davantage dans la pratique de ceux et celles qui s'y reconnaissent.

L'une des prémisses théoriques de Tiqqun et du Comité invisible tient dans le constat d'une transformation profonde du capitalisme et du mode de domination qui lui est associé, décrite par Marx comme le passage de la subsumption formelle du travail sous le capital à la subsumption réelle, phase durant laquelle le capitalisme soumet à ses logiques propres, c'est-à-dire à la valorisation sans rime ni raison du capital, non plus seulement la production, mais l'ensemble des sphères d'activité, des relations sociales, des subjectivités et *in fine* de la vie<sup>23</sup>. Ce passage est essentiellement pensé par Tiqqun et le Comité invisible dans les termes foucauldien d'un passage de la discipline à la gouvernementalité, de la contrainte à l'auto-contrainte, de la politique à la biopolitique. Le capitalisme ayant fait l'expérience de ses limites à enrôler la force de travail dans les années 1970 – radicalité des luttes ouvrières, formes diverses de fuite hors de la sphère du travail salarié, invention de formes de vie à travers la création de communautés en milieu rural, etc. –, c'est à une reconfiguration inséparablement politique et économique, mais aussi technologique et éthique, qu'il s'est livré dès les années 1970, bien au-delà des seuls lieux de travail.

Tiqqun et le Comité invisible ne se contentent donc pas de décrire une transformation des modes de gestion de la main-d'œuvre, telle qu'elle a pu être diagnostiquée par Luc Boltanski et Ève Chiapello dans *Le Nouvel esprit du capitalisme*<sup>24</sup>, mais cherchent à tirer toutes les conséquences de la diffusion moléculaire d'un ensemble de dispositifs de savoir-pouvoir signant l'achèvement du processus d'atomisation des individus, d'étatisation des subjectivités et de privatisation du monde. Or cette dernière n'est pas entendue comme la somme d'actes juridiques faisant passer des biens publics dans le domaine privé, mais comme double mouvement d'extension universelle d'un rapport « privé » au monde *et* de socialisation de l'intime par intrusion de la logique marchande, au terme duquel chaque individu se fait capital – l'économie dominante ne parle-t-elle pas à l'envi de « capital humain » ? – en devenant sujet de la séparation généralisée et d'une auto-valorisation sans fin.

Ces savoir-pouvoir auraient pris dans leurs rets toutes les dimensions de l'existence, atrophiant les capacités sensibles et rognant l'autonomie politique des sujets vis-à-vis de ce qui est nommé « Empire ». Ce dernier n'est pas pensé comme une instance de pouvoir surplombant toutes les autres et les soumettant à un joug planétaire, autrement dit un super-État, localisable ou occulte,

---

<sup>22</sup> Voir : A. Lancelin, « Quand Julien Coupat animait *Tiqqun* », *Bibliobs*, 28 mai 2009, <http://bibliobs.nouvelobs.com/essais/20090528.BIB3494/quand-julien-coupat-animait-tiqqun.html>.

<sup>23</sup> Voir : *Premiers matériaux pour une théorie de la Jeune-fille*, *op. cit.*, p. 11.

<sup>24</sup> Voir notamment : L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.

susceptible d'une offensive en tant que telle. Si « *le pouvoir est partout* »<sup>25</sup>, l'« Empire » ne désigne pas un régime politique particulier – tyrannie ou démocratie, république ou monarchie – et n'a ni dehors ni dedans, étant partout déjà-présent, et d'abord en chacun de nous. Il renvoie au contraire à une forme inédite de domination fondée sur l'agencement mobile et ubiquitaire des dispositifs sociotechniques de pouvoir, disséminés dans la texture même de la vie et assurant la neutralisation des corps aussi bien que l'anéantissement des esprits.

Aux « *communautés organiques* » dévastées par les logiques marchandes auraient donc succédé une juxtaposition de monades dépouillées de toute consistance éthique aussi bien que de substance politique : des « *Bloom* » dans le langage théorique de Tiqqun, empruntant ici à l'*Ulysse* de James Joyce le nom de son personnage principal (et anti-héros) Leopold Bloom. La critique du capitalisme revient dès lors en bonne partie au récit de la manière dont ces Bloom s'avèrent complices de la gestion éthico-policière qui les cible et dont sont ainsi étouffées toutes les « *formes-de-vie* » qui contreviennent – ou pourraient contrevioler – au règne de la marchandise et à la normalisation des conduites. Cet établissement de la critique sur le terrain éthique, qui traduit la préoccupation d'enraciner l'anticapitalisme dans une critique de la vie quotidienne et de l'enrôlement capitaliste des affects<sup>26</sup>, est revendiqué comme une innovation théorique décisive pour la pensée révolutionnaire.

Sur ce terrain, toute recherche d'un sujet historique de l'émancipation – même pensé stratégiquement, à la manière du prolétariat des marxistes, comme potentialité collective – devient sans objet. D'ailleurs, la « *décomposition de toutes les formes sociales* » ayant engagé rien moins qu'une « *dissolution de toutes les classes sociales* », la théorisation en termes de classes, dont l'antagonisme résulterait de leurs positions respectives dans les rapports de production, ne peut qu'être récusée dans son projet même. Les « Bloom » ne sont ni bourgeois ni prolétaires, ni stables ni précaires, ni hommes ni femmes, ni Blancs ni non-Blancs ; ils composent une « *non-classe* », une « *gélatine sociale composée de la masse de ceux qui voudraient simplement passer leur petite vie privée à l'écart de l'Histoire et de ses tumultes* »<sup>27</sup>.

La définition de la conflictualité historique en termes de luttes de classes n'opèrerait donc plus, ne saisissant pas autre chose que des fantômes : plus de bourgeoisie ni de prolétariat, d'exploiteurs et d'exploités, de dominants et de dominés, mais une « *bloomification universelle* » débouchant sur « *un monde d'esclaves sans maîtres* »<sup>28</sup>. Dans la nuit « *bloomesque* », tous les petits bourgeois sont gris, inégalement misérables mais identiquement stériles, d'un point de vue sensible et politique. En cohérence avec la décision principielle de se maintenir sur le terrain éthique, le petit bourgeois n'est jamais défini par Tiqqun et le Comité invisible à partir d'une position d'entre-deux entre bourgeoisie et prolétariat, encore moins par une position dans les rapports de propriété et de pouvoir, mais par une certaine « *disposition* », consistant dans ce que l'Appel nomme « *libéralisme existentiel* » – « *un rapport au monde fondé sur l'idée que chacun a sa vie* »<sup>29</sup> – et dans le refus de prendre position et d'agir, d'un côté ou de l'autre, dans la « *guerre en cours* ».

La ligne de front passe donc, non entre telle et telle classe, mais « *au beau milieu du Bloom* »<sup>30</sup>. C'est à lui qu'il revient de décider – sur la base de son impropiété originaire – de son devenir : un devenir-petit bourgeois – voué à la neutralité politique, à l'inconsistance éthique et à l'auto-réification –, ou un devenir-plèbe, irrémédiablement rétif au Biopouvoir, faisant sécession du Capital et s'organisant pour instaurer dès à présent le communisme. Et s'il est plus probable que

---

<sup>25</sup> Tiqqun, *Théorie du Bloom*, op. cit., p. 120.

<sup>26</sup> Préoccupation qu'ils partagent avec d'autres, non seulement le Marcuse de *L'homme unidimensionnel et d'Eros et civilisation*, mais aussi, plus récemment, Frédéric Lordon : *Capitalisme, désir et servitude*, Paris, La Fabrique, 2010.

<sup>27</sup> Comité invisible, *L'insurrection qui vient*, op. cit., p. 54

<sup>28</sup> Tiqqun, *Théorie du Bloom*, op. cit., p. 126.

<sup>29</sup> Appel, p. 18.

<sup>30</sup> Tiqqun, *Tout a failli, vive le communisme !*, op. cit., p. 356.

ce devenir-plèbe se retrouve parmi les prolétaires (plutôt que chez les bourgeois ou dans les couches sociales intermédiaires), ce n'est pas en raison de leur pauvreté, qui n'implique aucune décision ni aucun acte en elle-même, mais du fait de « *la mentalité qui se rattache à la pauvreté* », de « *la révolte intérieure contre les riches, contre la société, le gouvernement, etc.* »<sup>31</sup>.

### **Le communisme, le Parti, l'insurrection**

Parvenu à ce point d'élaboration critique, comment penser et la révolution et le communisme ? Le geste théorique de Tiqqun et du Comité invisible peut ici être conçu comme une interprétation hérétique de l'affirmation de Marx et Engels selon laquelle « *le communisme n'est pas un état de choses qu'il convient d'établir, un idéal auquel la réalité devra se conformer* », mais « *le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses* »<sup>32</sup>. La plupart des courants marxistes ont tiré de ce passage l'impératif de partir des luttes telles qu'elles sont pour populariser en leur sein à partir d'elles des exigences irréconciliables avec la société capitaliste ainsi qu'un projet communiste. A l'opposé, les « appelistes » envisagent le communisme et son édification comme une tâche immédiate, refusant ainsi toute démarche transitoire, toute revendication et toute conception du communisme en termes de projet, de vision ou d'idéal, en somme de programme. L'un des textes fondamentaux de Tiqqun ne s'intitule-t-il pas « *Ceci n'est pas un programme* » ?

Démarche transitoire et conception programmatique du communisme constitueraient ainsi une double ruse permettant de suspendre indéfiniment l'œuvre de construction du communisme. Car celui-ci « *est à tout moment possible* »<sup>33</sup>, sinon à portée de main, ne désignant ni « *une autre façon de distribuer les richesses, d'organiser la production, de gérer la société* », ni « *l'extinction de toute conflictualité, ne décrit pas un état final de la société après quoi tout est dit* ». Il se présente selon Tiqqun et le Comité invisible comme « *disposition éthique* » – « *disposition à partager ce qui est commun* »<sup>34</sup> –, et sa construction suppose « *un ensemble d'actes de communisation, de mise en commun de tel ou tel espace, tel ou tel engin, tel ou tel savoir* » ainsi que « *l'élaboration du mode de partage qui leur est attaché* »<sup>35</sup>. C'est cette expérimentation, sans préalable ni transition et mettant à profit « *la décomposition de toutes les formes sociales* »<sup>36</sup>, qu'il s'agit selon eux d'opposer au capitalisme et à l'Empire, non un programme qui supposerait de conquérir le pouvoir politique et de substituer des rapports de production à d'autres rapports de production.

Une conception de l'insurrection en découle, non plus à la manière léniniste comme assaut du pouvoir d'État succédant à une période chaotique de dualité de pouvoirs durant laquelle le pouvoir populaire en vient à assumer des tâches de coordination ordinairement dévolues à l'État, mais comme « *un accélérateur, un moment décisif dans ce processus [de communisation]* »<sup>37</sup>. L'insurrection n'est donc qu'une séquence particulière dans la « *guerre en cours* » menée par l'Empire contre les « *formes-de-vie* » exprimant une sécession, individuelle et collective, par rapport à la facticité des rôles et des relations caractéristiques du capitalisme tardif. Ce n'est pas simplement que le pouvoir étant partout, on perdrait son temps à focaliser l'attention et l'action sur l'État ; c'est aussi que se donner comme objectif l'État, même à des fins de destruction, ne peut que reconduire une mentalité étatique, avec sa direction et sa bureaucratie, son armée et ses chefs, ses hiérarchies et ses règles. À penser l'État comme une citadelle qu'une offensive bien menée permettrait de prendre ou de détruire, on en vient insensiblement à penser le Parti comme une armée, sinon comme un contre-État.

---

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>32</sup> Phrase que Tiqqun de manque d'ailleurs pas de citer : *Théorie du Bloom, op. cit.*, p. 104

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 71.

<sup>34</sup> Tiqqun, *Théorie du Bloom*, p. 141.

<sup>35</sup> *Appel, op. cit.*, p. 63.

<sup>36</sup> Comité invisible, *L'insurrection qui vient, op. cit.*, p. 25-26.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 63-64.

C'est pourquoi, si Tiqqun et le Comité invisible évoquent à de nombreuses reprises le Parti (baptisé ironiquement « *Parti imaginaire* »), celui-ci a bien peu à voir avec le Parti-éducateur typique de la 2<sup>ème</sup> Internationale, devant préparer le prolétariat à l'exercice du pouvoir, ou avec le Parti-stratège de la tradition léniniste<sup>38</sup>, appelé à diriger la révolution. Ces deux formes distinctes seraient unies par une même tare : se définir, au nom de l'efficacité, non simplement en opposition mais en homologie avec l'État qu'ils prétendent dépasser ou détruire, reproduisant ainsi et sa structure et son fonctionnement. Et si un Parti est, selon Tiqqun, nécessaire pour que la révolution soit rendue irréversible, ce n'est pas en tant que porteur d'un projet de société alternative faisant de lui une « représentation politique » des mouvements sociaux et des classes subalternes, mais en tant que « *puissance matérielle commune* »<sup>39</sup> ou encore comme « *constitution en force d'une sensibilité* »<sup>40</sup>, permettant de dépasser les oppositions stérilisantes entre vivre et lutter, spontanéité et organisation.

Se pose donc la question des « *formes d'apparition* » et de la stratégie révolutionnaire de ce « *Parti imaginaire* ». Un tel Parti ne saurait se définir par simple opposition à l'Empire, sous peine de se modeler sur ce dernier et de reproduire inévitablement ce qui rend l'organisation capitaliste de la vie si irrespirable. Sortir du cercle suppose de définir cette « *puissance commune* » par soustraction au règne de la marchandise, comme support et véhicule d'une « *désertion* » permettant d'accueillir ceux et celles qui se refusent à « *jouer le jeu* » et de généraliser une telle fuite<sup>41</sup>. « *Construire le Parti* », c'est alors faire en sorte que cette sécession ne débouche pas invariablement sur l'isolement et qu'aux communautés factices puisse être opposé autre chose qu'une solitude indifférente ou un désespoir cynique. Le Parti désigne donc en premier lieu l'infrastructure matérielle et idéale, le tissu éthique et politique, permettant d'accroître les capacités d'auto-organisation de ceux et celles qui désertent et qui ne sauraient compter éternellement sur le pillage et la « *débrouille* » pour survivre sans se soumettre à nouveau au joug du Capital, autrement dit sans s'obliger au travail salarié.

Mais s'il s'agit de se constituer en « *communes* », de former des « *noyaux denses et réduits* » fonctionnant comme « *zones d'opacité offensive* »<sup>42</sup> – opposés aux « *réseaux vastes et lâches* » des organisations qui prétendent « *s'élargir* » pour mieux « *fuir ceux qui sont déjà là* »<sup>43</sup> –, ce n'est pas seulement pour vivre dès maintenant le communisme et pour « *tenir ensemble* », en tissant les solidarités nécessaires. C'est également afin de façonner la base matérielle autorisant le déploiement d'une stratégie et le lancement d'offensives ciblées. Car à la stratégie traditionnelle du mouvement ouvrier consistant à formuler des revendications et à avancer un programme, à partir desquels il s'agit ensuite d'agrèger une large collection d'individus (d'autant plus facilement dessaisis de toute initiative qu'ils ne sont unis par aucune « *forme-de-vie* » commune et réellement autonome de la logique du Capital), Tiqqun et le Comité invisible substituent une stratégie visant à favoriser, par l'action directe, le blocage des infrastructures permettant la circulation de marchandises, d'énergie, d'informations, de personnes, etc.

Cette stratégie n'est pas formulée au hasard ou par simple goût de la distinction ; elle s'autorise de la thèse selon laquelle c'est dans « *l'organisation matérielle, technologique, physique de ce monde* » que résiderait à présent le pouvoir (et non dans les institutions ou à travers la propriété lucrative)<sup>44</sup>. Or, pour bloquer, nul besoin d'occuper une position particulière dans les rapports de production, ce qui fondait la primauté stratégique du prolétariat dans la théorie marxiste, comme sujet collectif ayant seul la capacité – en particulier par la grève – d'enrayer la machinerie

---

<sup>38</sup> Voir : D. Bensaïd, « "Les sauts ! Les sauts ! Les sauts !" Sur Lénine et la politique », Contretemps.eu.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 32.

<sup>40</sup> *Appel, op. cit.*, p. 64.

<sup>41</sup> Tiqqun, *Tout a failli, vive le communisme !*, *op. cit.*, p. 46-53.

<sup>42</sup> Tiqqun, *Contributions à la guerre en cours*, *op. cit.*, p. 189.

<sup>43</sup> *Appel, op. cit.*, p. 20-21.

<sup>44</sup> Comité invisible, *A nos amis*, *op. cit.*, p. 85.



capitaliste pour peu qu'il prenne conscience de sa force en tant que classe. Le sujet du blocage n'est pas une classe particulière mais l'ensemble de ceux et celles que rassemblent un même dégoût devant la désolation capitaliste et une volonté commune de lui survivre, c'est-à-dire « *n'importe qui décide de bloquer – et prend ainsi parti contre la présente organisation du monde* »<sup>45</sup>.

### **Contradictions et pouvoir**

Ce caractère quelconque et anonyme de ceux et celles qui prennent « *parti contre la présente organisation du monde* », non en raison d'une indignation morale ou politique devant les effets les plus destructeurs du capitalisme mais au nom de « *formes-de-vie* » leur valant l'hostilité définitive de l'« *Empire* », nous ramène à notre point de départ : celui d'une critique éthique du capitalisme tardif, conçue comme le seul terrain sur lequel rebâtir une sensibilité et une stratégie révolutionnaires. C'est fondamentalement cette division éthique qui constituerait le véritable principe de séparation entre les non-individus englués dans l'aliénation « *bloomesque* », et les membres du « *Parti imaginaire* », ayant décidé de soustraire leur existence et leurs désirs à l'ordre capitaliste.

Daniel Bensaïd note avec justesse le « *superbe mépris social envers ce peuple de travailleurs, de consommateurs, de spectateurs, de "blooms" qui, "ayant le choix", se complaît dans la servitude* »<sup>46</sup>. Mais il faut aller plus loin et se demander si une critique éthique du capitalisme n'est pas destinée, paradoxalement, à sombrer dans les impasses d'une *politique pure*, non au sens du refus de tout compromis tactique dans la lutte révolutionnaire<sup>47</sup>, mais en tant qu'elle suppose une opération de purification des contradictions inhérentes à la société capitaliste. C'est notamment sur ce point qu'insiste Bruno Bosteels dans un texte sur les gauchismes français postérieurs à mai 68. Parmi les aboutissements les plus périlleux du gauchisme, il signale ainsi le « *déni total des contradictions antagoniques* » (exploitation capitaliste, oppression des femmes, domination raciste, etc.), mais aussi « *la reconnaissance jubilatoire d'un hyper-antagonisme élevé à la puissance d'une expérience grandiose, presque mystique, de la dualité* »<sup>48</sup>.

On ne saurait mieux dire l'impasse théorique et pratique dans laquelle on ne peut manquer de s'enfermer en assimilant la subsomption réelle du travail sous le capital à l'affirmation d'une toute-puissance des mécanismes d'aliénation politique et d'embrigadement affectif, et en cherchant à maintenir sur le terrain éthique la critique et l'opposition que suscite le capitalisme. Si l'efficacité de ces mécanismes s'est sans doute accrue dans les quarante dernières années (raffinement des techniques de gestion de la main-d'œuvre, emprise croissante des médias capitalistes de masse, insinuation dans la texture de la vie-même des désirs capitalistes, etc.), Alberto Toscano a sans doute raison d'affirmer que « *l'idée d'une subsomption totale est exagérément dystopique et métaphysique* »<sup>49</sup>. On pourrait en dire de même du concept d'« *Empire* », qui a en outre le défaut d'écraser la variété des structures d'exploitation et des mécanismes d'aliénation, mais aussi de minorer les résistances telles qu'elles existent : éparses ou globales, individuelles ou collectives, sociales ou politiques.

Un tel parti-pris théorique interdit en outre toute analyse précise du capitalisme contemporain, de ses transformations et de ses crises, et ne permet guère de poser les questions suivantes : comment la crise du système capitaliste se déploie-t-elle dans des configurations nationales spécifiques ? Comment les classes dominantes, organisées du niveau le plus local au niveau international, tentent-elles d'en amortir les effets politiques pour éviter que n'éclate brutalement, sous la forme d'une crise révolutionnaire, l'ensemble des antagonismes sociaux ? Sous quelles

---

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 93.

<sup>46</sup> D. Bensaïd, *Le spectacle, stade ultime du fétichisme de la marchandise*, Paris, Lignes, 2011, p. 20.

<sup>47</sup> Voir : Lénine, *La maladie infantile du communisme : « le gauchisme »*, Paris, Editions sociales, 1968, notamment le chapitre intitulé : « [Jamais de compromis ?](#) ».

<sup>48</sup> Voir : B. Bosteels, « L'hypothèse gauchiste : le communisme à l'âge de la terreur », in A. Badiou, S. Zizek, *L'idée du communisme*, Paris, Lignes, 2010, p. 60.

<sup>49</sup> Voir : A. Toscano, « [Transition et tragédie](#) », *Période*, avril 2014.

conditions concrètes les révolutionnaires peuvent-ils ouvrir des brèches dans l'hégémonie du Capital ? Alors que les situations nationales apparaissent très différenciées, le concept d'Empire s'avère d'un maniement pour le moins difficile, empêchant de penser politiquement la diversité des stratégies mises en œuvre par les classes dominantes, les rapports de force spécifiques à chaque pays et les « possibles latéraux » que recèle telle ou telle conjoncture.

Cette difficulté renvoie à un point aveugle concernant l'État et la lutte politique. À insister sans nuance sur le passage d'une forme de pouvoir souverain (essentiellement organisé autour de l'État) à des formes diffuses et omnipotentes de biopouvoir, on peut en venir à méconnaître cette instance de totalisation politique, mais aussi de coordination économique et d'intervention répressive, que demeure l'État. Congédier la centralité de ce dernier au profit d'un modèle panoptique du pouvoir aboutit ainsi, chez Tiqqun et le Comité invisible, à nier la nécessité de la lutte proprement politique, à la manière de Badiou mais à partir de prémisses théoriques différentes : du côté de Tiqqun et du Comité invisible en faisant du communisme une « *disposition éthique* » qui pourrait et devrait être mise en œuvre immédiatement (au double sens du terme) ; du côté de Badiou en érigeant le communisme au rang d'Idée, privée de corps historique dans lequel celle-ci pourrait s'incarner, ou d'hypothèse sans instrument ni opportunité de mise à l'épreuve<sup>50</sup>.

Une « *politique de l'opprimé* » – pour reprendre la belle expression de Daniel Bensaïd – peut-elle se contenter de se maintenir « *à distance de l'État* »<sup>51</sup> ? Comme l'avancait le même Bensaïd, « *cette distance* » n'est-elle pas « *encore un rapport, et non une extériorité ou une indifférence absolues* »<sup>52</sup> ? Cela sans compter que l'État a le don de se rappeler aux opprimés et aux révolutionnaires de mille façons, et pas nécessairement des plus agréables, à tel point que la perspective de penser et d'agir durablement « *à distance de l'État* » apparaît sans doute largement illusoire. Plus grave : une telle illusion amène à esquiver des questions aussi difficiles que lancinantes pour la gauche : que faire de l'État ? La rupture avec le pouvoir capitaliste équivaut-elle au refus de toute forme de pouvoir politique ? À quelles conditions un dépérissement des fonctions oppressives assumées par l'État devient-il possible ? Dans le contexte de la mondialisation capitaliste, quelle place la conquête du pouvoir politique peut-elle avoir dans un processus de transformation sociale radicale ?

### **Le problème de la transition**

Ces questions renvoient toutes au problème de la transition, autrement dit des formes d'avènement d'une société post-capitaliste, et on doit remarquer à quel point les contestations et les théories critiques contemporaines ont le plus grand mal à s'en saisir, tant l'époque demeure marquée par l'absence d'alternative politique au capitalisme néolibéral et d'expériences ayant permis de mettre à l'épreuve des hypothèses politiques de rupture.

Dans un livre intitulé *Premières mesures révolutionnaires*, Eric Hazan et Kamo<sup>53</sup> ont tenté de proposer des pistes plus concrètes que ce qu'avancent les écrits du Comité invisible ou de Tiqqun, en posant la question du lendemain de l'insurrection. Ils y insistent à plusieurs reprises sur la nécessité de se défaire de l'idée d'une « *période de transition [...] entre l'ancien régime et l'émancipation en actes* » (p. 35). Décréter la nécessité d'une telle période n'a-t-il pas constitué, dans de nombreux processus révolutionnaires, un moyen commode d'enrayer ces processus, de limiter l'activité et les exigences populaires au nom de jours plus propices (qui n'arrivent jamais) ? Généralement avancée par l'aile opportuniste du mouvement révolutionnaire, l'idée de transition nécessaire permet d'en appeler à un gouvernement provisoire sans lien avec le soulèvement révolutionnaire, pour mieux enterrer l'aspiration à une rupture avec l'ordre ancien.

---

<sup>50</sup> Voir : D. Bensaïd, « [Un communisme hypothétique. A propos de "L'hypothèse communiste" d'Alain Badiou](#) », *Contretemps*, 2009, n°2.

<sup>51</sup> A. Badiou, *Circonstances 4. De quoi Sarkozy est-il le nom ?*, Paris, Lignes, 2007, p. 136.

<sup>52</sup> D. Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, Paris, Albin Michel, 2008, p. 349.

<sup>53</sup> On notera que ce pseudo est emprunté à un militant proche dans sa jeunesse de Staline et responsable de braquages visant à renflouer les caisses du parti Bolchevik.

Néanmoins, il ne dépend pas des seuls révolutionnaires de se débarrasser du problème de la transition<sup>54</sup>, si du moins on le définit en un sens très général : quelles formes concrètes pourrait prendre la transformation révolutionnaire et dans quelle mesure celle-ci peut-elle aboutir à une rupture réelle avec l'emprise du capital et l'ensemble des rapports de pouvoir caractéristiques de la société capitaliste ? En effet, l'idée de transition ne désigne pas simplement une manœuvre opportuniste visant le détournement du processus révolutionnaire, mais signale au moins trois problèmes hautement épineux : celui des rapports de force parfois défavorables aux partisans de la révolution au cours même du processus révolutionnaire ; celui de l'inertie des rapports capitalistes, aussi bien dans l'objectivité des formes de travail et d'échange que dans les subjectivités ; et celui du contenu même de la transformation révolutionnaire.

En réduisant la révolution à son paroxysme insurrectionnel, les auteurs manquent la double vérité de toute crise révolutionnaire, comme irruption soudaine des masses sur le terrain politique et comme processus de transformation concrète. Cela aboutit à une double insuffisance : d'une part, l'accent n'est pas mis sur le caractère chaotique de toutes les crises révolutionnaires, passant par des phases d'euphorie, mais aussi d'abattement voire des régressions puis de brusques remontées ; d'autre part, le moment insurrectionnel n'est jamais pensé sérieusement en tant que tel, c'est-à-dire comme épreuve de force, avec les problèmes d'ordre politico-militaire que poserait une telle prise d'initiative dans les conditions actuelles (surarmement des appareils d'État, armée de métier, etc.). Ainsi la référence à l'insurrection fait-elle davantage figure d'évocation littéraire que de perspective stratégique.

Si les auteurs peuvent s'épargner le problème de la transition, c'est qu'ils se sont débarrassés préventivement – par décret théorique – de la question du pouvoir et de son devenir au cours du processus révolutionnaire, en postulant l'« *évanouissement* » spontané des structures de domination inhérentes aux sociétés capitalistes, notamment de l'État. Nulle raison de penser une situation transitoire de double pouvoir, durant laquelle coexisteraient et s'affronteraient un pouvoir populaire en gestation et le pouvoir d'État, l'auto-organisation des opprimés et les institutions représentatives, dès lors qu'on postule une « *évaporation* » ou un « *écroulement* » du pouvoir des classes dominantes. Or, au vu des transformations des États durant les trente dernières années, il semble que l'on ait plutôt assisté à un renforcement autoritaire de ce pouvoir, notamment du point de vue des moyens de surveillance et de répression, si bien que l'idée d'un écroulement spontané à venir apparaît davantage comme un vœu pieux que comme une hypothèse plausible.

Une autre raison de cet escamotage du problème de la transition dérive du fait qu'Hazan et Kamo s'en tiennent à des réponses vagues et problématiques quant aux formes d'organisation et aux modes de décision qui pourraient émerger d'un processus révolutionnaire. Invoquant des « *groupes de travail* » formés sur la base du volontariat, qui auraient notamment pour tâche la résolution des problèmes hérités des sociétés capitalistes (le démantèlement de centrales nucléaires par exemple), ils n'envisagent à aucun moment que ces groupes puissent être investis par des adversaires du cours nouveau et détournés de leur vocation. Par refus d'un parlementarisme bavard séparant délibération et exécution des décisions prises collectivement, les auteurs en viennent à refuser l'idée même de débats politiques et pluralistes réguliers, à tous les niveaux pertinents, du local jusqu'à une échelle internationale, où s'affronteraient nécessairement différentes orientations au sein même du mouvement révolutionnaire.

L'insurrection victorieuse se bornerait donc à destituer toute forme de pouvoir politique sans prétendre en constituer un autre. Ce faisant, les auteurs esquivent non seulement des formes que pourrait prendre cette « démocratie réelle » revendiquée par le mouvement du 15-M dans l'État espagnol, s'épargnant le problème d'une appropriation populaire – donc d'une déprofessionnalisation – du politique. Qui, en effet, se sentirait appelé à venir « *volontairement* » grossir les rangs de ces « *groupes de travail* », sinon ceux et celles qui imaginent – sur tel ou tel sujet – avoir une compétence particulière, ceux que leur genre, leur origine sociale ou leurs diplômes disposent à se penser incontournables et qui chercheront par là à s'aménager un statut et quelques privilèges dans la nouvelle société ? Il est ainsi permis de douter que ces groupes de travail ne dégèneront pas en règne de l'expertise, et que ceux et celles ayant le plus intérêt à un

---

<sup>54</sup> Comme l'écrit Alberto Toscano dans un passionnant compte-rendu d'*A nos amis* : « *Si la transition sans communisme est vide, le communisme sans transition est aveugle* », *Période*, mars 2015.

bouleversement social et politique ne seront pas exclus – ou ne s'excluront pas – de ces « groupes de travail ».

On en revient ainsi à l'un des problèmes fondamentaux pour toute révolution impliquant centralement les classes les plus opprimées : contrairement à la bourgeoisie au sein de la société féodale, le prolétariat n'est guère en capacité de bâtir dès maintenant les fondations d'un éventuel pouvoir prolétarien. Dès lors, comment de rien devenir tout (pour reprendre un célèbre vers de l'Internationale) ? Deux réponses au moins ont été proposées à cette énigme. La première repose sur l'idée d'un saut dialectique à travers lequel le prolétariat s'érigerait au rang de sujet politique et de classe dominante au cours même du processus révolutionnaire, sur la base de sa capacité autonome d'action et d'organisation. La seconde est celle d'un communisme comme pure immanence, déjà présent dans les plis du capitalisme : dans une veine négriste sous la forme d'un communisme cognitif subvertissant d'ores et déjà les logiques capitalistes, ou chez Bernard Friot à travers ce qu'il nomme le « déjà-là révolutionnaire » des « institutions du salariat », dont il s'agirait simplement de généraliser et de radicaliser la logique.

Récusant ces deux perspectives, notamment parce qu'elles reposent sur une réflexion en termes de composition et d'intérêt de classes, Tiqqun et le Comité invisible proposent une voie différente : constituer, renforcer et coordonner des lieux inséparablement de vie et de lutte fondés sur une disposition éthique commune, mais tenter également de démontrer en acte l'inanité de ce que Guy Debord nommait « l'organisation capitaliste de la vie ». Plusieurs questions demeurent toutefois : le catastrophisme frappant de leurs analyses de la civilisation capitaliste ne tend-il pas vers un « passivisme » postulant l'effondrement imminent du système en raison de ses contradictions internes (illusion maintes fois contredite au cours de l'histoire) ? L'opposition à toute forme réglée de délibération, et plus largement le refus de prendre au sérieux la question démocratique, ne favorisent-ils pas une conception outrageusement avant-gardiste de la transformation sociale et de l'émancipation ? Enfin, le mépris manifeste pour la lutte politique ne risque-t-il pas d'aboutir à une forme d'indifférentisme communautaire, réduisant le communisme à la construction immédiate d'enclaves, (partiellement) libérées du Capital mais à distance des luttes anticapitalistes ?

Penser une société libérée du règne de la marchandise après l'échec, au XXe siècle, des révolutions et des régimes se réclamant du socialisme, constitue sans doute l'un des défis intellectuels et politiques les plus ardues, mais les plus brûlants, de notre époque. Les œuvres tardives de plusieurs théoriciens contemporains – Badiou, Negri, Rancière, Laclau, Bensaïd, etc. – peuvent d'ailleurs toutes être lues comme des tentatives de maintien de l'idée d'un devenir post-capitaliste, sinon communiste, de l'humanité. A ce titre, la pensée développée par Tiqqun et le Comité invisible ne constituent que l'une des formes de ce maintien, et il n'est guère étonnant qu'elle se soit élaborée et diffusée en France au cours d'un processus de remontée de luttes et d'une conscience anticapitaliste (1995-2006), rapidement enrayée en raison des défaites subies par les mouvements sociaux et de l'englouement de la gauche radicale.

Comme pour tous les auteurs cités plus haut, cette pensée a ainsi partie liée avec la défaite, et l'on pourrait même affirmer avec Bruno Bosteels que son charme spécifique résulte « d'une intériorisation de la défaite, une intériorisation qui cherche en même temps à éviter le scénario de la repentance et de l'apostasie »<sup>55</sup>. Une tentation commode, car laissant intacts les conservatismes politiques et intellectuels, consisterait dès lors à balayer d'un revers de main, au nom de son caractère minoritaire et souvent minorisant, ce qui constitue à bien des égards l'un des nouveaux imaginaires de la contestation anticapitaliste. Or, au-delà des impasses stratégiques évoquées plus haut, il a au moins pour vertu de secouer le joug de certaines évidences, d'échapper à l'alternative du ressassement et du reniement, et d'inviter à donner un contenu renouvelé et désirable à la perspective d'une rupture avec le capitalisme, sans laquelle les résistances – aussi nombreuses et radicales soient-elles – ne peuvent que demeurer désarmées.

---

<sup>55</sup> Voir : B. Bosteels, art. cit., p. 76.

## Le Spectacle invisible

Daniel Bensaïd

Texte non daté

[www.danielbensaid.org](http://www.danielbensaid.org)

*Nous avons retrouvé deux variantes de ce texte, jamais publié, classé dans une « valise » « Projets et chantiers : Servitude et domination ». D'autres textes inachevés, classés dans la même « valise », ont été publiés par Lignes sous le titre Le Spectacle, stade ultime du fétichisme de la marchandise, en mars 2011.*

Peu nous importe l'identité des auteurs de Tiquon ou du Comité invisible. Les mésaventures du groupe de Tarnac illustrent les inconsistances d'un discours politique fondé sur une analyse du dispositif actuel de domination impériale et de la politique qui en découle. A l'ère du Biopouvoir et du Spectacle, l'Empire aurait absorbé sans reste la société, au point d'être devenu « immanent à la société », voire d'être « "la société" en tant que celle-ci est pouvoir [1]. » Sous l'Empire, « la différence entre la police et la population est abolie » : il ne nous fait plus face comme un ennemi à affronter et à détruire, il nous enveloppe et nous envahit « comme un milieu qui nous est hostile ». Dans l'Empire, l'État ne disparaît pas, mais il devient second au regard des pratiques réticulaires autonomes du Biopouvoir et du Spectacle. Il ne s'agit donc plus de militer en faveur d'un État universel (République cosmopolite ou République mondiale des Conseils), mais « de ravager le Spectacle et le Biopouvoir ».

L'Empire représenterait le stade suprême de la domination. Désormais, « la critique roule pour la domination », « même la critique de la domination [2] ». Ce discours de la domination absolue apporte une réponse définitive à la question, posée par Marcuse dès 1964 dans *L'Homme unidimensionnel*, de savoir s'il était encore possible de « briser le cercle vicieux de la domination ». De la société du spectacle à celle du simulacre et de la simulation, de l'État policier à l'omniprésence du biopouvoir, de récupération en neutralisation de toute tentative subversive, la fermeture du cercle serait désormais accomplie : « Il n'y a plus nulle part de Dehors visible [...]. La folie, le crime ou le prolétariat [...] n'ont plus leur monde hors du monde [3]. » Il n'y a jamais de dehors absolu. Le dehors est toujours dedans, en « exclusion interne », aurait dit Lacan, aussi indissociables que l'envers et l'endroit du fameux anneau de Möbius.

La conclusion logique des auteurs de *L'insurrection qui vient*, c'est que tous les citoyens de l'Empire sont devenus des rouages consentants de la domination, des Bloom. Les Bloom, ce sont « les non-hommes, les non-plus-hommes » qui « ne parviennent plus à penser » et « ont renoncé à rêver », qui végètent dans « des distopies aménagées », « les interstices sans dimensions de l'utopie marchande » [4]. Les produits en quelque sorte de la métamorphose kafkaïenne, des cloportes, un troupeau d'êtres unidimensionnels en proie au ressentiment.

C'est pourquoi « Nous n'avons rien à dire aux citoyens de l'Empire : il faudrait pour cela que nous ayons quelque chose en commun [5] ». N'avoir plus rien de commun avec la masse soumise des Bloom, cela se traduit par le retrait dans un surplomb aristocratique, par un élitisme exacerbé pour s'extraire du monde commun bloomifié, et par un mépris généralisé, envers « le bureaucrate spectaculaire des *Tuti bianche* », envers les altermondialistes, les syndicalistes, les « sangsues livides, les révolutionnaires professionnels », envers tous et toutes..., sauf nous, « nous les parias de l'Empire ». Car « tout ce qui est social nous est devenu étranger [6] ». Autrement dit, retour au pire des avant-gardismes, un avant-gardisme solitaire, drapé dans le dédain d'un monde impur, avec pour conséquence, et sous couvert d'anticonformisme radical, la substitution d'un moralisme virulent à la lutte politique : « C'est sur ce terrain total, le terrain éthique des formes-de-vie, que se joue actuellement la lutte contre l'Empire [7]. » C'est refaire tardivement le parcours désenchanté de Debord, grand moraliste amer lui aussi, à la différence près que la répétition a forcément un côté farce.

À « l'ère du Bloom », chaque dispositif fonctionne comme une « prothèse existentielle que l'on administre au Bloom pour lui permettre de survivre dans la crise de la présence sans s'en apercevoir ». Nous devenons tous des « Bloom avides de bloomification ». Selon cette version

modernisée de la servitude volontaire, il suffirait de vouloir être libre pour s'évader de l'enfer et « désertier collectivement le régime de la mobilisation ». La théorie du Bloom, c'est en somme une resucée crépusculaire du discours sur la servitude volontaire et sur l'esclave abruti amoureux de ses chaînes. Contrairement à la lecture chic de La Boétie, dont la contrepartie est l'évasion imaginaire dans un dehors absolu, dans le monde capitaliste réellement existant, la réification marchande et l'aliénation ne sont pas une forme moderne de servitude volontaire, mais l'effet objectif d'une expropriation et d'une dépossession réelles, le résultat d'une lointaine défaite. Derrière l'artifice légal du contrat de travail, le travail reste un travail contraint et forcé, et il ne suffit pas d'appeler à « s'organiser par-delà et contre le travail », pour échapper au cercle vicieux. Emprunté à Foucault, le « discours stratégique » de « l'inservitude volontaire » élude la dialectique benjaminienne entre l'expérience de la liberté et l'expérience révolutionnaire, entre la révolte et la révolution [8].

Il suffirait de le comprendre théoriquement, par illumination conceptuelle, et non par apprentissage, épreuve pratique, expérimentation des contradictions réelles, mais par un tour de force de la raison équivalent à la révélation théologique sur le chemin de Damas. Cette thématique de la conversion spirituelle est au fond cohérente avec la vision idéaliste qui sous-tend le discours. Dès lors que la « conflictualité historique n'oppose plus deux gros tas molaires » et que la lutte des classes est congédiée, « la ligne de front passe désormais au beau milieu de chacun » : « Pour se libérer, il faut commencer par habiter l'écart entre nous et nous-mêmes qui, laissé vide, devient l'espace de la communauté terrible [9]. » Autrement dit, il faut commencer par contrôler la schizophrénie qui nous met en guerre contre nous-mêmes.

Pour parvenir à la situation d'extériorité absolue envers le système, il s'agirait donc de le désertier, car c'est ce mouvement de désertion que l'Empire redoute. Mais désertier collectivement ? On l'a mille fois vérifié : on ne s'évade pas en masse de la condition ouvrière, de l'exploitation et de la domination. Les résistances collectives réelles, et non pas imaginaires, c'est la grève, l'occupation, la manifestation, autant de formes encore subalternes à ce à quoi elles prétendent résister, du point de vue surplombant des Invisibles capables, comme dieu en personne, de tout voir sans être vus.

Il y aurait donc, d'un côté, l'Empire et la nouvelle humanité formatée des Blooms. Et, de l'autre, « nous » : « nous », cette « masse de mondes interstitiels tissés de solidarités et de dissensions impénétrables au pouvoir ; et puis les égarés, les pauvres, les prisonniers, les voleurs, les criminels, les fous, les pervers, les corrompus, les trop-vivants, les débordants, les corporéités rebelles... ». Bref, les classes décomposées en plèbe hirsute, pour qui il ne s'agit plus de briser le noyau de la domination, mais d'en ronger, selon une formule empruntée à Clausewitz, la surface et les angles. À ceci près que la guérilla prépare la contre-attaque, la guerre de position, la guerre de mouvement. À la différence de l'insurrection imaginaire invoquée par les rongeurs de *L'insurrection qui vient*, l'insurrection est une initiative censée faire la décision [10]. Pour les Invisibles, il s'agit au contraire de « désertier *tout en gardant les armes* » et d'« entrer en *démobilisation* » pour mener « une nouvelle guerre de *partisans*, sans front, ni uniformes, sans armée ni bataille décisive [...] une guerre toute en latence, qui a le temps, une guerre de position [...] » [11]. Cette dialectique peut sans doute casser les briques, mais certainement pas menacer les empires réellement existants.

S'il s'avère que « ceux qui réclament une autre société feraient mieux de commencer par voir qu'il n'y en a plus [12] », la stratégie doit se dissoudre dans la tactique, les fins dans les moyens, le but dans le mouvement. La question cruciale n'est plus « Que faire ? », mais « Comment faire ? ». C'est « la question des moyens, pas celle des buts, des objectifs, de ce qu'il y a à faire stratégiquement dans l'absolu. Celle de ce qu'on peut faire tactiquement, en situation ». « Que faire ? » resterait au contraire une question volontariste, manifestation d'un « ultime nihilisme propre à la virilité classique, à la logique de mobilisation, à la temporalité de l'urgence ».

On attendait Blanqui, ce fut Bernstein. Le comment et le mouvement sont tout ! Ce primat du « comment » détaché du but, cette tactique sans stratégie, se traduit logiquement par un fétichisme de la forme (le blocage, le sabotage) indifférente aux effets et aux conséquences. C'est la politique de la forme pour la forme, écho tardif à la mélancolie romantique de l'art pour l'art. Alain Brossat appelle lui aussi à « sortir des logiques purement défensives » en « suscitant toutes sortes de blocages et d'effets d'entrave », à mettre l'accent « sur les conduites davantage que sur les projets ». Cette politique sans projet ni programme, simule l'offensive, mais s'en tient à une

forme sans contenu. L'inflation symbolique des controverses sur l'opposition tactique, dans le mouvement étudiant, entre bloqueurs et non-bloqueurs est l'un parmi d'autres, des signes d'impuissance stratégique et de manque de fond. Ce fétichisme de la forme n'est qu'un autre nom pour l'esthétisation de la politique.

Il n'est guère étonnant, en revanche que les Invisibles se désolent à l'idée que « Que faire ? » puisse être de retour depuis Seattle, ou que l'on assiste à « un revival de la critique » et à un regain de manifestations en tous genres. Ce sont en effet les signes de dépassement du moment utopique des résistances interstitielles, des « zones d'opacité offensive », ou de la multiplication spontanée des communes qui se « substitueraient » subrepticement, sans affrontements décisifs, « aux institutions de la société » [13].

Dans l'entretien du journal *Le Monde*, Julien Coupat a résumé le défi de l'heure. Il s'agirait de passer d'un « paradigme de gouvernement », à « un paradigme de l'habiter ». Retour à la maison de l'être en somme. De quelques bribes de Spinoza, de Deleuze, de Foucault, d'Agamben, agrémentées d'un zeste de pragmatisme, les Invisibles bricolent un néoexistentialisme dépressif, tout en fustigeant « les passions tristes » de tous ceux et celles qui s'emploient encore naïvement à changer un monde désormais interchangeable, dans lequel il ne s'agit plus que d'aménager des niches et enclaves de survie habitables. On ne perçoit pourtant guère de passion joyeuse dans ce flot de fiel, de ressentiment, de mépris social envers tout ce qui, modestement, avec les moyens du bord, s'obstine à élargir « la part non fatale du devenir » [14].

La critique expéditive de Marx se résume au fait qu'il serait resté aveugle à « ce qui se passe, du point de vue de l'être au monde », entre les hommes et les choses. Il n'aurait pas compris la « nécessité » de « l'illusion mystique » et de « son ancrage dans le vacillement de la présence, et dans le refoulement de celui-ci » [15]. L'échec du marxisme résulterait ainsi de la posture qui sert de béquille à beaucoup de gens inquiets que leur monde cesse d'aller de soi. D'où l'affirmation aussi péremptoire que stupéfiante : « Il est bien certain que, sans l'apport pratique, vital, du blanquisme, le marxisme n'aurait pu accomplir seul la "révolution" d'Octobre [16]. » Comme si le marxisme, seul ou accompagné, avait pu « accomplir » la révolution d'Octobre ! On pourra dire que cette malheureuse formule n'est jamais qu'un lapsus philosophique. Il n'en est pas moins révélateur d'une vision selon laquelle les idées d'une conspiration invisible, et non la lutte des classes, feraient l'histoire.

Il n'est plus surprenant, dès lors, de voir les auteurs de la *Contribution* appeler de leurs vœux une « métaphysique critique », capable de « rivaliser avec le capitalisme sur le terrain de la magie », ou un matérialisme de l'enchantement. On est bien loin, quoi qu'imaginent les métaphysiciens invisibles, de la haute voltige matérialiste d'un Benjamin. Pour lui, le « matérialisme historique » a certes besoin du concours caché de la théologie pour corriger « le défaut principal de tous les matérialismes » repéré dans la première *Thèse sur Feuerbach*, et pour leur injecter « le côté actif développé de façon abstraite par l'idéalisme ». Mais il n'éprouve pour autant aucune complaisance envers les forces obscures de la déraison. Au contraire, « tout examen sérieux des dons et des phénomènes occultes, surréalistes, fantasmagoriques, présuppose un renversement dialectique auquel aucun cerveau romantique ne saurait se plier. Il ne nous avance à rien en effet de souligner avec des accents pathétiques ou fanatiques, le côté énigmatique des énigmes [17] ». Le goût romantique de la magie n'est que le revers illusoire du désenchantement technique : « Cet effroyable déploiement de la technique plongea les hommes dans une pauvreté tout à fait nouvelle. Et celle-ci avait pour revers l'oppressante profusion d'idées que suscita parmi les gens [...] la reviviscence de l'astrologie et du yoga, de la Science chrétienne et de la chiromancie, du végétarisme et de la gnose, de la scolastique et du spiritisme [18]. » À ces réserves fait écho l'interpellation de Trotski, soupçonnant Breton de « garder une petite fenêtre ouverte sur l'au-delà [19] ».

En ces temps obscurs, où prolifèrent à nouveau « les broussailles de la folie et du mythe », on ne saurait être trop vigilant envers l'enchantement des magiciens crépusculaires, pour qui, « sous quelque angle qu'on le prenne, le présent est sans issue [20] ». Devant cette domination absolue, « la vie s'emplit d'une sombre mélancolie », prophétisait déjà Debord. Ses épigones se contentent de le répéter, alors qu'il faudrait, au contraire, « couper court à la plainte » et prendre le contrepied de la « mélancolie de gauche [21] », dans laquelle a sombré un « marxisme occidental » perclus de défaites, quitte à « brosser l'histoire à rebrousse-poil », même quand le nécessaire et le possible ne jointaient pas.

Il n'y a, en définitive, dans les livres de Tiquun et du Comité invisible, aucune analyse originale des grandes transformations en cours dans le capitalisme tardif, rien sur les modalités d'accumulation et de concentration du capital, sur les métamorphoses du travail, sur les procédures de domination impérialiste, sur les formes nouvelles du développement inégal, sur les défis écologiques et bioéthiques, sur les apories du droit international. On peut donc s'étonner de l'écho rencontré par un discours qui, pour l'essentiel, peint de la grisaille idéologique sur la grisaille de la société de contrôle généralisé. Les auteurs sont intelligents. Ils ont du brio et parfois du brillant. Il faut saluer leur tour de force : être parvenus à donner l'invisible en spectacle et à rendre le spectacle lui-même spectaculaire. Mais il faut craindre qu'une partie de la jeunesse en rébellion se reconnaisse dans cet « orgueil de l'impuissance » et dans le nihilisme soft du « Parti imaginaire ».

« Que signifie le Parti imaginaire ? *Que le dehors est passé au dedans* [22]. » En plein dedans, en effet ! Au point de donner en spectacle la critique du spectacle, de remplacer la réalité par la fiction, l'insurrection réelle par son double imaginaire. Le Comité invisible est annoncé dans la *Contribution* comme « une fraction déterminée du Parti imaginaire, son pôle révolutionnaire expérimental » [23]. Irreprésentable et muet, le Parti est commode qui permet aux Invisibles de s'en instituer les interprètes ou les porte-parole sans pouvoir être contredits par personne. L'expérience fortement invoquée ne vaut pourtant que par son inscription entre le réveil du passé opprimé et son dépassement pratique. Ne croyant pas plus aux révolutions moléculaires qu'aux révolutions molaires, les épigones récusent la question stratégique qui obséda Debord. Ronger, ravager, anéantir sans vaincre, c'est bel et bien le degré zéro de la stratégie, et ce qui reste d'une politique en miettes. Rien d'étonnant. Pour un activisme hors du temps, il n'est plus de situation concrète, de juste moment, de conjoncture propice. Dans un monde intégralement bloomifié il est vain de penser en termes de rapports de forces. Quoi que l'on pense de la pensée de Debord, il est évident que le post-situationnisme des Invisibles se situe aux antipodes de celui pour qui « l'unité n'est jamais dans le coup, mais dans la partie », pour qui la stratégie est « très exactement le champ complet de la logique dialectique des conflits », et pour qui il était inconcevable de penser stratégiquement sans penser historiquement [24]. Or, l'Empire du Biopouvoir et du Spectacle dont les citoyens, à la seule exception d'une hyper avant-garde virtuelle, sont tous des Blooms, n'est jamais qu'une version sophistiquée de la fin de l'histoire. Plus d'histoire, plus de politique, « refus de toute médiation », donc plus de durée, plus de rapports de forces. Plus de lente impatience non plus, ni de patience pressée. Ne reste qu'une radicalité rhétorique hors du temps.

Dans un pamphlet sur l'affaire de Tarnac, Alain Brossat, ironise sur un appel contre le maintien en détention de Julien Coupat et de ses camarades comme « protestation tout entière référée aux normes de l'État démocratique [25] ». Pour ses initiateurs, il s'agissait alors seulement, quels que soient les auteurs des faits incriminés et indépendamment de tout jugement sur ces faits, de s'opposer inconditionnellement à l'arbitraire étatique et à ses procédures d'exception. C'est plutôt la stratégie de défense adoptée par le groupe de Tarnac qui transforme, selon les propres termes de Brossat, « l'infréquentable » en « irréprochable » chic, le couple Yldune/Julien en copie respectable des Bonnie and Clyde, Florence Rey/ Aubry Maupin, et « l'insurrection qui vient » en « fantaisie culturelle » post-situationniste.

Brossat reconnaît que le parti pris d'invisibilité et d'anonymat « trouve ici ses limites » et « débouche sur des impasses et des contradictions inextricables ». Or, pour les Invisibles, ce parti pris est fondateur : « Ne pas signer ses méfaits, n'afficher que des sigles fantoches [...]. La visibilité est à fuir [26]. » Et encore : « Les actions de guerre sont ici soit anonymes, soit signées de noms fantoches, [...] inassignables en tout cas, solubles dans la mer de l'Autonomie [...]. Chaque action se signe elle-même, s'autorevendique par son propre *comment*, par sa propre signification en situation, laissant distinguer au premier coup d'œil l'attentat d'extrême droite, le massacre d'État de la menée subversive [27]. » Dans notre monde opaque, de coups tordus et d'agents doubles ou triples, cette divine clarté ne va pourtant pas de soi. L'histoire récente, de l'Italie au Liban, en a fourni maintes preuves.

Le parti pris d'anonymat et d'invisibilité interdit d'assumer la responsabilité d'une action alors, écrit Brossat, qu'il « importe pour cela que les mots aient une signature, les propositions un nom, les actions un sigle ». Quels qu'ils soient, les auteurs de la *Contribution* ont la logique de leur côté : signer et endosser ainsi une responsabilité collective, ce serait s'annoncer comme une organisation en formation (mouvement, groupe, parti, quel que soit le nom dont on l'affuble), quitter



le moléculaire pour le molaire, et renoncer au rhizome pour entrer dans les dispositifs. L'inconvénient, c'est que la responsabilité s'efface avec la visibilité et avec la signature, ainsi que l'illustre la dérobade de Julien Coupat dans son entretien au journal *Le Monde*, au prétexte que la fonction d'auteur aurait « un caractère foncièrement policier » : « Malheureusement, je ne suis pas l'auteur de *L'Insurrection qui vient*, j'en suis en revanche un lecteur [28]. » En stratégie judiciaire, il est de bonne guerre, de minimiser la responsabilité pénale et de maximiser la responsabilité politique. Ce qui impliquerait en la circonstance, si l'on estime le sabotage de lignes TGV politiquement justifié – et quels qu'en soient les auteurs –, de nier les avoir commis sans renoncer à les approuver.

Plus invisible que les Invisibles, Alain Brossat plaide coupable sans frais : « Se déclarer coupables des mêmes torts hétéroclites que ceux reprochés aux accusés de Tarnac : détester les téléphones portables, être dissidents bien qu'issus de familles convenables, rejeter le principe de prélèvement d'ADN, posséder une maison à la campagne, participer à des manifs qui parfois tournent mal, citer Auguste Blanqui dans leurs écrits, avoir lu Pouget et Sorel, approcher parfois d'une voie ferrée, ne pas respecter la légalité en toutes circonstances et dans ses moindres détails, considérer l'insurrection comme un possible toujours actuel, récuser l'assimilation du mot communisme à la criminalité historique... » Il n'y a pas de quoi, dans cette énumération de microrébellions assez banales, prendre une posture héroïque. Un peu de lucidité devrait faire admettre que cette radicalité formelle et cette guérilla de la vie quotidienne est fort éloignée de la portée transgressive du Manifeste des 121 (hommage soit rendu à feu Francis Jeanson) ou de celui des 343 salopes.

« Nous cesserons d'être les agents de ce que tentent de produire et de reconduire ceux qui nous gouvernent, nous serons plus dans ces rôles, nous ne serons plus, si possible, là où nous sommes prévus et attendus », proclame Brossat d'un ton bravache. Puisque, selon lui, les mots exigent une signature, on se demande quel est ce « nous », et s'il est simplement de majesté, ou s'il désigne un collectif qui revendiquerait publiquement la responsabilité de ses actes. Dans l'entretien au *Monde*, Coupat, joue avec brio des deux mains sur deux tableaux. Il plaide l'innocence en laissant entendre qu'il est coupable, mais s'en tient à des généralités : « La seule force capable de faire pièce au gang sarkozyste, son seul ennemi réel dans ce pays, c'est la rue, la rue et ses vieux penchants révolutionnaires. Elle seule, dans les émeutes qui ont suivi le second tour du rituel plébiscitaire de mai 2007 a su se hisser à la hauteur de la situation. Elle seule, aux Antilles ou dans les occupations, a su faire entendre une autre parole ». Dans la rue, entre chiens et loups, tous les chats deviennent gris ? La rue réelle, et non la rue imaginaire du Parti imaginaire, c'est pourtant une pluralité de colères, de cris, de cortèges, ce sont des associations, des syndicats, une cacophonie de paroles, de controverses, de querelles, selon les cas. La réduire à une abstraction muette permet aux bavards anonymes et invisibles de s'en proclamer les porte-parole. En attendant, rien n'est dit sur la portée politique de l'action concrète incriminée. Quel est le sens du sabotage des lignes de chemin de fer ? Une contribution à la lutte des cheminots syndiqués et bloomifiés ? Certainement pas. En réalité, l'affaire aura provoqué un haussement d'épaule de l'utilisateur qui a raté sa correspondance (« C'est toujours le bordel ! »), ou la colère de celui qui aura poireauté des heures sur un quai venteux (« Encore un coup des privilégiés de grévistes ! »). Elle aura exaspéré les cheminots en éclipsant leurs revendications et en les faisant suspecter de saborder leur outil de travail sans se soucier des nuisances infligées aux blooms qui consentent à leur servitude en vendant leur force de travail. Et elle aura coûté assez peu à l'entreprise et à l'État actionnaire qui compensera tôt ou tard ses pertes par des subventions au frais du contribuable ou des augmentations tarifaires aux dépens de l'utilisateur.

Dès lors, il n'est guère étonnant que personne, même sous le camouflage de « sigles fantoches », n'ait revendiqué la responsabilité de l'exploit ferroviaire. Par un reste de réflexe militant, Brossat déplore les esquives des accusés de Tarnac, dès lors que les actes incriminés sont bel et bien conformes à l'esprit et à la lettre de leurs écrits : « A chaque réseau ses points faibles, ses nœuds qu'il faut défaire pour que la circulation s'arrête pour que la toile implose [...]. Tout bloquer, voilà désormais le premier réflexe de tout ce qui se dresse contre l'ordre présent [29]. » Si Coupat et ses camarades en sont d'accord – sans en être les auteurs – ils pouvaient récuser toute responsabilité pénale tout en saluant la mise en pratique anonyme de leurs idées. Mais, le choix de plaider non coupable sans prise de position sur les faits incriminés n'éluide pas seulement la responsabilité pénale, il leur dénie par le silence tout sens politique. Le groupe de Tarnac apparaît alors comme un banal groupe de dissidents de la société de consommation qui, trente ans après

les soixante-huitards déçus, a choisi l'exil volontaire, ou à un club de post-adolescents qui continuent à jouer aux gendarmes et aux voleurs.

Contre tout fétichisme des formes de lutte, y compris celui de la transgression, nous avons toujours considéré, avec Lukacs, qu'il faut savoir « se débarrasser, aussi bien du crétinisme de la légalité, que du romantisme de l'illégalité [30] ». Pour des révolutionnaires, c'est une question « purement tactique » qui dépend « de l'utilité momentanée » de telle ou telle action. Cette prise de position « complètement sans principes » est « la seule façon de nier pratiquement par principe la validité de l'ordre juridique bourgeois », au lieu de continuer à le fétichiser négativement en fétichisant sa transgression [31]. La question est donc moins celle de la légalité ou non d'une action, que celle de sa légitimité aux yeux de ceux ou celles à qui elle s'adresse. Dans un monde bloomifié, elle devient bien sûr sans objet, puisque ceux à qui on est censé s'adresser et dont on escompte le soutien, sont devenus des rouages bien huilés du système.

On peut discuter longuement de l'opportunité, de l'efficacité politique, des conséquences imprévues de telle ou telle opération : le coup de feu du colonel Fabien, l'exécution d'un tortionnaire ou d'un dignitaire franquiste comme Carrero Blanco, la manifestation antifasciste du 21 juin 1973, le sabotage d'une usine délocalisée, la séquestration d'un patron ou, plus modestement, les initiatives « faim de mois » dans les supermarchés. Le critère de jugement politique est de savoir si elle peut être revendiquée publiquement, autrement dit si elle peut être perçue largement comme légitime. Or, il n'y a pas de mesure exacte de la légitimité (et certainement pas celle des sondages), ni de tribunal unique de l'opinion, mais une multiplicité d'opinions qui sont l'enjeu d'une bataille et sont susceptibles de varier. À quoi, il faut ajouter qu'une action peut s'avérer contre-productive par ses conséquences, sans être pour autant illégitime. Comme l'écrivait Blanqui, dans une histoire ouverte, « l'appel est toujours ouvert ».

La question de l'illégalité porte au grand jour un litige dans le droit : droit de grève contre droit de propriété, par exemple. Elle expose une contradiction latente entre la justice et le droit. Elle ne se confond pas avec la question de la violence, et de ses modes spécifiques, le passage à l'arme et à la possibilité de donner la mort n'étant pas une simple variation de degré, mais le franchissement d'une limite par la contestation ouverte du monopole étatique de la violence légitime. Alain Brossat dénonce à juste titre le moralisme anti-violence et le « chantage à la morale ». Mais en faisant du « pacte avec les actions violentes » le critère par excellence de la désétatisation de l'action politique, il retombe dans le fétichisme de la forme [32]. La violence vaut alors symboliquement, indépendamment de son contenu, de ses effets, de son inscription dans des rapports de forces déterminés. Cela ne tire guère à conséquence car, chez Brossat, l'hypertrophie symbolique est désormais inversement proportionnelle à la pratique et au contenu politiques.

Il salue dans *L'Insurrection qui vient* un « appel inconditionnel à l'action ». Cela sonne brave et fier, au bout du compte assez creux. L'action ? Laquelle ? Enthousiaste, Brossat salue un livre « qui ne se contente pas d'exceller dans le pessimisme radical et la lucidité désenchantée », mais s'efforce de « reprendre la question politique par le bout de l'action », un « appel à se mettre en route ». Soit. Mais son adhésion fervente à la théorie du Bloom le confronte à la quadrature du cercle : « Comment produire dans ce pays les effets de paralysie attendus d'une grève générale en l'absence d'un peuple gréviste ? ». La réponse, du Comité invisible est claire : par le sabotage. Mais il y a sabotage et sabotage. Le sabotage d'un transport de troupes dans une guerre civile, d'un dispositif de surveillance, ou le sabotage par une grève du zèle, n'a pas le même sens qu'une action de sabotage minoritaire qui peut aussi bien être la conséquence d'une impuissance ou d'un désespoir.

Alain Brossat partage avec ceux de Tarnac un écrasant mépris social envers cette « poussière d'humanité désormais convertie aux plaisirs par défaut de l'autodérision », envers « cet échantillon de peuple défait et désormais vautré plutôt que franchement couché ou abattu », envers ce « troupeau humain » du « pastorat biopolitique » qui, par contraste avec la condition « du troupeau animal exposé à la mort industrielle perpétuelle, peut encore être assis dans le fauteuil du spectateur de sa propre impuissance et convié à s'en divertir basement » [33].

Cette condescendance envers « les hommes de fer » a pour contrepartie logique une restauration aristocratique de la Philosophie majuscule. Contre la promiscuité entre philosophie et politique, qui annulerait « les puissances critiques et les capacités à différer de la philosophie », Brossat invoque « le dévouement sans reste à la philosophie », suivant les exemples de Socrate et Patocka, et les « droits inconditionnels de la philosophie [...] non seulement à distance, mais dans une distincte

position d'hétérogénéité par rapport au pouvoir politique, à l'État, aux élites gouvernantes [...] » [34]. « Nous, philosophes... », proclame-t-il en guise de titre de noblesse. Cette position de surplomb éclaire sa critique de la pétition contre l'incarcération de Coupat et de ses camarades : un « nous démocrates » rassemblant des philosophes est tout sauf un rassemblement philosophique s'opérant autour de l'idée de démocratie, c'est une composition de force s'opérant en réalité hors du champ philosophique et aux conditions de la vie politique. C'est un rassemblement qui s'effectue, non pas aux conditions de la philosophie, mais bien à celles de l'institution politique elle-même. » Ce verdict contre un délit d'anti-philosophie comporte bien des présupposés :

– qu'il existe un champ philosophique clairement identifié et constitué, en extériorité radicale ou absolue (hétérogénéité par rapport au pouvoir...);

– que ce champ puisse être désaturé de sa condition politique au point d'opérer non seulement à distance de l'État, mais de la lutte politique.

Une pétition politique n'est évidemment pas une intervention philosophique. On pourrait comprendre que le mélange des genres puisse gêner Alain Badiou, qui tend à pousser jusqu'à la rupture la désaturation entre politique et philosophie. Me considérant plutôt comme un sophiste non relativiste ou un sophiste universaliste, intervenir politiquement par voix de presse dans les tumultes de l'opinion ne me pose aucun problème autre que l'hypothétique efficacité de ce geste, et je n'ai pas la moindre attirance pour une quelconque reconstitution de la corporation philosophique depuis longtemps dissoute. Tel est bien en effet le dernier mot du radicalisme rhétorique d'Alain Brossat : sauver la Grande Philosophie de sa déchéance en « philosophie des médias » ou à « une philosophie de marché et de communication [35] ».

La révolte contre la culture ou contre la philosophie de marché se traduit ainsi par la tentation régressive de restaurer en leur éminence l'Art majuscule et la Philosophie majuscule, l'authenticité ou du sublime. « La culture commence sa carrière au cœur de l'art, là où Éluard enseigne à Char l'art de fabriquer de jolis manuscrits raturés de ses poèmes afin d'améliorer ses revenus, elle la poursuit là où Breton devient collectionneur et marchand de tableaux, elle la parachève quand Dali devient une marque déposée [36]. » Or, « l'art est *l'autre absolu de la culture* en ce sens qu'il ne s'inscrit pas dans la durée, le temps continué et saturé, mais produit des ruptures ». Le geste artistique serait donc « une déprise » ; « perpétuel débordement » de « passages et de frontières », l'art serait nécessairement « sauvage » et « barbare ». Contre « l'actuelle confusion entre art et culture » : « L'argument selon lequel l'art et la culture seraient désormais in-séparables, [...] ne tient pas. En effet, le geste d'art recrée le monde chaque fois qu'il est produit », alors que « l'enveloppement instantané du geste d'art par les procédures culturelles et son recyclage sans bornes par le "pouvoir consumériste" [...] signalent assurément l'expansion des puissances pan-inclusives de la culture ». « L'art est rare, la culture est partout, tout comme la politique est rare à l'âge de la démocratie consensuelle. Mais rare, irrégulier, évanescent, nomade, ne veut dire ni nul ni inexistant » [37].

Ce mépris social avec son revers de prétentions avant-gardistes ou aristocratique, cette nostalgie d'une philosophie en surplomb et d'un art auratique ou sacré reconduit l'ambivalence de la critique romantique [38]. Elle s'adosse généralement à la thématique de la servitude volontaire, de cette « douce servitude consentie, anesthésiante et infantilissante [39] ». Le bloom consentant mériterait ce que sa résignation lui vaut puisqu'il lui suffirait de se vouloir libre pour l'être. C'est en quelque sorte la version Tiquin de l'idéalisme maoïste selon lequel il suffisait jadis de « chasser le flic de sa tête » pour échapper aux sortilèges de la marchandise et aux rapports de forces et de domination. Faites semblant de croire et bientôt vous croirez... Faites semblant d'être libres, et bientôt vous croirez l'être !

Mépris social, mépris de l'opinion, mépris d'une démocratie où chaque parole est égale, dès lors que les Bloom ne sont plus de libres citoyens, mais des hommes de fer, des esclaves enchaînés, semblables à ces domestiques auxquels la révolution française refusait le droit de vote, au motif qu'ils étaient soumis à une dépendance personnelle. Cet enchaînement anti-égalitaire aboutit à répudier non telle ou telle forme historiquement déterminée de démocratie, mais l'idée démocratique elle-même puisque désormais « l'opération consistant à opérer une division à l'intérieur de la catégorie même de démocratie, à poser une différence irréductible entre telle "forme" de démocratie et telle autre, à introduire un régime d'hétérogénéité dans le corps de cette

forme est devenue impossible » [40]. Le cercle vicieux de la domination est bouclé et verrouillé à double tour.

Que faire, quand l'horizon est à ce point effondré ? Comment produire les effets de grève « en l'absence de peuple gréviste » ? Il n'y aurait donc plus qu'à expérimenter « de vifs mouvements d'excentrement, des exils consentis, une forme de solitude organisée..., toutes sortes de blocages, d'effets d'entrave, exhiber les points de faiblesse, sortir des logiques purement défensives... » Comme dans la prose des Invisibles, l'inflation de la forme est inversement proportionnelle à l'indigence du fond. Déclarer que le spectre du communisme nous reviendrait « par la petite lucarne de Tarnac » ne parvient guère à la masquer [41] ! Ce communisme franciscain, « pauvre, dépouillé, dispersé, nomade », niché dans toutes les contre-conduites est simplement retourné à sa spectralité utopique.

## Notes

[1] Tiqqun, *Contribution à la guerre en cours*, p. 64, La Fabrique, Paris, 2009. Souligné par les auteurs.

[2] *Ibid.*, p. 187. Souligné par les auteurs.

[3] *Ibid.*, p. 67. Déjà, les premiers textes de Tiqqun exprimaient, en se référant à Marcuse, cette quête d'un dehors ou d'une extériorité absolus. À la contradiction (comme la lutte de classe) immanente à la société capitaliste, Marcuse opposerait « une négation qui vient du dehors » : « Il discerne que la mise en scène d'un antagonisme social au sein d'une totalité, qui avait été le propre du mouvement ouvrier, n'est qu'un dispositif par quoi on gèle l'événement, prévenant la survenue par l'extérieur de la négation véritable. » (Tiqqun, *Tout a failli, vive le communisme !*, La Fabrique, 2009, p. 34). Ou encore : « sous l'Empire, la négation vient du dehors, elle intervient non comme hétérogénéité par rapport à l'homogène, mais comme hétérogénéité en soi » (*ibid.*, 37). Souligné par les auteurs.

[4] Tiqqun, *Tout a failli, vive le communisme, op. cit.*, p. 351.

[5] *Contribution à la guerre en cours, op. cit.*, p. 96.

[6] *Ibid.*, p. 176.

[7] *Tout a failli, vive le communisme, op. cit.*, p. 57.

[8] Walter Benjamin, *Œuvres II*, Paris, Folio Gallimard, 2000.

[9] *Ibid.*

[10] Voir A. Neuberg, *L'Insurrection armée*.

[11] *Contribution à la guerre en cours, op. cit.*, p. 176, 177.

[12] *Ibid.*, p. 184.

[13] Comité invisible, *L'Insurrection qui vient*, p. 90, La Fabrique, Paris, 2008. Le succès éditorial et médiatique du Comité invisible procède des mêmes raisons qui font celui de Michel Onfray. Champion toutes catégories de l'ego-philosophie, Michel Onfray trouve « le paysage philosophique français clairement lisible » et le divise simplement en deux camps : d'un côté le néolibéralisme, de l'autre le néomarxisme. Contre cette polarité binaire qu'il a lui-même mise en scène, il se propose comme penseur d'une troisième voie à la française, inspirée de John Holloway, de *L'Art du chaos* et de la *Stratégie du plaisir subversif* de Hakim Bey, théoricien des « zones autonomes temporaires » (« temporaire » est ici le mot important). Toute une littérature d'utopies minuscules, interstitielles, toute une « micropolitique des groupes » sont symptomatiques d'une époque de Restauration et d'un moment utopique comparable à celui des années 1830 évoqué par Musset dans les *Confessions d'un enfant du siècle*, de ces époques où l'on navigue à vue « sur l'affreuse mer de l'action sans but ».

[14] Brossat propose de « réintensifier l'opposition entre peuple et plèbe, gens du monde et hommes infâmes ». Cette magnification d'une plèbe imaginaire, qu'incarne en littérature le moujik éternel de Tolstoï ou de Soljénitsyne, n'est que l'envers d'un profond mépris pour le peuple réellement existant renvoyé à la servitude volontaire des Bloom.

[15] *Contribution à la guerre en cours, op. cit.*, p. 139.

[16] *Ibid.*, p. 140.

[17] Walter Benjamin, *Œuvres II*, p. 131, Folio essais.

[18] *Ibid.*, « Expérience et pauvreté », p. 365-366.

[19] Rapporté par Breton, in « Visite à Trotski », in *La Clé des champs*, 10/18, 1973, p 78.

[20] *L'Insurrection qui vient, op. cit.*, p. 7.

[21] Benjamin a titré son article sur Erich Kästners « Linke Melancholie ». Dans *Le Spectateur émancipé*, Jacques Rancière fustige aujourd'hui cette « mélancolie de gauche » qui se veut un savoir désenchanté du règne de la marchandise et du spectacle, et « nous presse d'avouer que nos désirs de subversion obéissent encore à la loi du marché ». (*Le Spectateur émancipé*, Paris, La Fabrique 2009, p. 39.)

[22] *Contribution à la guerre en cours, op. cit.*, p. 66.

- [23] « Le Parti imaginaire n'est rien, spécifiquement, il est tout ce qui fait obstacle, mine, ruine, dément... » Il sera « simplement "l'hétérogène", le pur irréprésentable », *Tout a failli, vive le communisme !*, p. 33 et 38).
- [24] Dépositaire auto-proclamé de l'héritage de Debord, Anselm Jappe ne s'y est pas trompé qui publie dans le numéro de *Lignes* le seul article critique sur [note incomplète].
- [25] Alain Brossat, *Tous Coupats, tous coupables*, Paris, Lignes, 2009.
- [26] Comité invisible, *L'insurrection qui vient*, *op. cit.*, p. 103.
- [27] *Tout a failli, vive le communisme !*, *op. cit.*, p. 72.
- [28] *Le Monde*, 25 mai 2009.
- [29] *L'Insurrection qui vient*, *op. cit.*, p 47 et 115.
- [30] G. Lukacs, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Minuit, 1960, p. 308.
- [31] *Ibid.*, p. 302.
- [32] Alain Brossat, « Le paradigme du lancer de chaussettes », *Lignes* n° 29, mai 2009. Notons que les auteurs de la *Contribution* sont plus prudents. Ils constatent que « la violence existe pour nous comme ce dont nous avons été dépossédés, et qu'il nous faut à présent nous réapproprier », car « l'éventualité de l'affrontement brut, du recours à la violence ne peut jamais être annulée » (p. 20 et 21). Mais ils sentent bien que cette éventualité remet sur le tapis la question des rapports de forces, de la durée stratégique, des lignes de front auxquelles ils prétendent substituer les lignes de fuite.
- [33] Alain Brossat, *Tous Coupats, tous coupables*, *op. cit.*, p. 40, 41 et 44.
- [34] *Ibid.*, p. 77.
- [35] Alain Brossat, *Le Grand dégoût culturel*, p. 42, Paris, Seuil, 2008.
- [36] *Ibid.*, p. 184.
- [37] *Ibid.* p. 185 [souligné par D.B.], 186, 187 et 188.
- [38] Voir Raymond Williams sur les avant-gardes.
- [39] Alain Brossat, *Tous Coupats, tous coupables*, *op. cit.*, p. 111.
- [40] *Ibid.*, p. 87.
- [41] *Ibid.*, p. 106.